



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Defence Communications Division. (QD)
11 Laurier St./11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III, 8C2
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet Land C4ISR-Eng. & Integration Suppo	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8486-184104/A	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client W8486-184104	Date 2017-07-28
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$QD-037-26385	
File No. - N° de dossier 037qd.W8486-184104	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-08-28	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Lee, Inwon	Buyer Id - Id de l'acheteur 037qd
Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-0815 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Cette modification no.1 de la lettre d'intention W8486-184104/A est soulevée pour apporter les changements suivants :

Supprimer les points suivants de l'ébauche de DP :

- Annexe D-ITB T&C dans son intégralité;
- La pièce jointe 1 de la partie 2 de la DP dans son intégralité; et
- Section 6 – Industrielle et technologique des avantages et des propositions de valeur de l'annexe 3 de la partie 4 du plan d'évaluation des soumissions RFP-LEISC

Remplacer par «Pièce jointe 1-FR-LC4ISR-LEIS-ITB-VP de DP » ci-jointe.

Toutes les autres modalités et conditions demeurent inchangées.

**SOUTIEN DU SYSTÈME C4ISR TERRESTRE –
CONTRAT DE SOUTIEN POUR LA
CONCEPTION ET L'INTÉGRATION DU
SYSTÈME C4ISR (STCICS)**

**RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET
TECHNOLOGIQUES (RIT)**

**Proposition de valeur
Instructions à l'intention des soumissionnaires**

Tables des matières

1	INTRODUCTION
2	INSTRUCTIONS GÉNÉRALES
3	OBJECTIFS DU CANADA EN MATIÈRE DE RIT
4	EXIGENCES OBLIGATOIRES
5	ÉVALUATION DES EXIGENCES OBLIGATOIRES
6	CRITÈRES COTÉS PAR POINTS
7	MISE EN BANQUE ET REGROUPEMENT

Annexe A – Certificat des exigences obligatoires

Annexe B – Certificat des critères cotés par points

INTRODUCTION

- 1.1. Le 5 février 2014, le gouvernement du Canada a dévoilé la Stratégie d'approvisionnement en matière de défense (SAMD). L'un des objectifs de la SAMD consiste à mettre à profit les achats de matériel de défense pour créer des emplois et favoriser la croissance économique au Canada. Les objectifs de la politique des retombées industrielles et technologiques (RIT) seront atteints par l'attribution d'une pondération et de cotes à une proposition de valeur incluse dans le plan d'évaluation menant à l'octroi du contrat.
- 1.2. Dans la proposition de valeur (PV) pour le projet de soutien du système terrestre C4ISR – contrat de soutien pour la conception et l'intégration du système C4ISR (STCICS) (ci-après le Projet), l'objectif stratégique est de renforcer et de faire croître les capacités canadiennes en ce qui concerne le C4ISR en encourageant au Canada les travaux directement liés à ce projet et les investissements stratégiques en recherche et développement, plus particulièrement dans le domaine du secteur de la défense, ainsi que de favoriser l'intégration des petites et moyennes entreprises canadiennes à la chaîne d'approvisionnement ou la collaboration avec elles. Cet objectif découle d'une participation et d'une consultation poussées de l'industrie, ainsi que d'analyses en profondeur des capacités liées à l'approvisionnement.
- 1.3. Le soumissionnaire doit présenter une proposition de valeur recevable (« la proposition ») à la clôture des soumissions. La proposition sera réputée recevable par l'autorité des RIT si elle : i) se conforme exigences obligatoires indiquées à la section 4, et ii) obtient un minimum de points au moment de l'évaluation conformément à la section 3 du plan d'évaluation de la proposition de valeur (« le plan d'évaluation »). Une proposition jugée recevable sera par la suite évaluée en fonction des critères cotés par points exposés à la section 6 et recevra des points comme l'indique à la section 4 du plan d'évaluation.
- 1.4. Les résultats de l'évaluation de la proposition de valeur seront communiqués à l'autorité contractante qui les intégrera ensuite aux résultats de l'évaluation globale de la soumission, comme l'indique la section 4 dans le plan d'évaluation de l'approvisionnement.
- 1.5. Il incombe à l'autorité des RIT, en collaboration avec les organismes de développement régional et les experts en la matière, de veiller à ce que les propositions soient évaluées en fonction du plan d'évaluation.

2. INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

- 2.1. Le soumissionnaire doit, lors de la préparation de sa proposition, s'inspirer des instructions à l'intention du soumissionnaire, ainsi que du plan d'évaluation et les modalités relatives aux RIT. Les trois documents fournissent une orientation, des définitions ou des dispositions contractuelles importantes liées à la politique des RIT. Les termes définis en nulle autre part de ce document ont le sens qui leur est attribué dans les modalités relatives aux RIT et dans la demande de proposition, annexes comprises, auxquelles sont jointes ces instructions à l'intention du soumissionnaire.
- 2.2. La proposition doit être présentée dans un volume distinct et autonome. Seule la proposition est examinée au cours de l'évaluation. Pour faciliter le processus d'évaluation, tout contenu pertinent pour la proposition figurant dans une autre section de la soumission devra être répété dans la proposition.
- 2.3. Il faut fournir 6 exemplaires papier et 2 exemplaires numériques de la proposition.
- 2.4. Les lois et processus fédéraux applicables régissent la proposition, la réception de celle-ci, son entreposage et sa protection par l'autorité des RIT.

3. OBJECTIFS DU CANADA EN MATIÈRE DE RIT

- 3.1. Le Canada souhaite s'assurer que ses investissements dans les biens et services liés à la défense génèrent des retombées économiques pour le pays, et qu'ils aient des répercussions de grande valeur et à long terme sur l'industrie canadienne dans les secteurs des technologies de pointe. La proposition doit clairement indiquer de quelle manière des activités commerciales proposées appuieront les objectifs du Canada en matière de RIT exposés ci-dessous dans les sous-sections 3.2 à 3.7, et de quelle manière ces objectifs seraient atteints si le soumissionnaire obtenait le contrat.
- 3.2. Secteur de la défense : l'un des objectifs centraux de la politique des RIT consiste à veiller à ce que l'approvisionnement en matière de défense contribue au développement économique et au maintien en puissance à long terme du secteur de la défense du Canada. Le soumissionnaire est invité à proposer le plus grand nombre possible d'activités commerciales au Canada concernant des travaux directement liés à l'approvisionnement.

- 3.3. Développement des sources d’approvisionnement : le développement de la productivité et de la compétitivité des fournisseurs canadiens est au cœur des objectifs de la politique des RIT.
- 3.4. Recherche et développement (R.-D.) : l'un des principaux objectifs de la politique des RIT est d’encourager l'innovation, un facteur important permettant aux entreprises canadiennes de progresser dans la chaîne de valeur et de saisir des débouchés. Le soumissionnaire est invité à proposer des investissements en R.-D. au Canada, et à trouver des travaux de recherche et de génie de grande valeur qui placeront les entreprises canadiennes dans une situation propice pour tirer profit de leur commercialisation subséquente.
- 3.5. Exportations : le secteur de la défense du Canada a un volume d’exportation très élevé; un des principaux objectifs en matière de RIT consiste à accroître la capacité du Canada à pénétrer les marchés d’exportation traditionnels et non traditionnels et de créer des emplois et des retombées économiques à long terme découlant des réussites dans ces marchés.
- 3.6. Développement régional : les objectifs de la politique des RIT en matière de développement régional consistent à encourager les améliorations qualitatives à long terme de la capacité, de la compétitivité internationale et du potentiel de croissance des entreprises canadiennes dans les régions où le Canada a lancé des initiatives particulières de développement de la croissance et de la diversification économiques au moyen de l'approvisionnement. Les entreprises canadiennes doivent, dans toutes les régions désignées du Canada, avoir la possibilité de prendre part au projet.
- 3.7. Petites et moyennes entreprises (PME) : le Canada s'est donné l'objectif d'encourager la participation des PME aux acquisitions fédérales majeures à titre de fournisseurs et d’accroître leur compétitivité et leur accès aux marchés d'exportation. Les PME canadiennes doivent avoir la possibilité de prendre part au projet.

4. EXIGENCES OBLIGATOIRES

- 4.1. Le soumissionnaire doit satisfaire à six (6) exigences obligatoires dans sa proposition. Si la proposition ne satisfait pas à l’une de ces six (6) exigences, elle sera jugée non recevable.
- 4.1.1. Première exigence : Le soumissionnaire doit s'engager à mener des activités égales à au moins à 100 pour cent de la valeur du contrat et

mesurées en valeur du contenu canadien (y compris les options) pendant la période de réalisation. Cet engagement deviendra pour le soumissionnaire retenu une obligation contractuelle qui doit être exécutée en vertu du contrat subséquent.

- 4.1.2. Deuxième exigence : Dans sa proposition, le soumissionnaire doit s'engager à réaliser au moins 70 pour cent du prix du contrat en VCC sous forme de transactions directes, compte tenu de toutes les options exercées, et ce, pendant la période de réalisation.
- 4.1.3. Troisième exigence : Dans sa proposition, le soumissionnaire doit :
 - 4.1.3.1. préciser le prix de son offre (sans les années d'option, avant taxes et après arrondissement au dollar le plus proche);
 - 4.1.3.2. déterminer les transactions décrites en détail et dont le total équivaut à au moins 30 pour cent du prix de la soumission, mesuré en VCC. Toutes les transactions indiquées dans la proposition du soumissionnaire doivent être conformes à un ou plusieurs des critères cotés aux sections 4.1.1 à 4.1.3 du Plan d'évaluation;
 - 4.1.3.3. s'engager à déterminer, un (1) an après la date d'entrée en vigueur du contrat, les transactions supplémentaires qui sont décrites en détail et qui portent le total cumulé des transactions indiquées à au moins à 60 pour cent du prix du contrat mesuré en VCC;
 - 4.1.3.4. s'engager à déterminer, trois (3) ans après la date d'entrée en vigueur du contrat, et pour chaque année supplémentaire visée par l'exercice d'une option, les transactions supplémentaires qui sont décrites en détail et qui portent le total cumulé des transactions indiquées à 100 pour cent du prix du contrat mesuré en VCC.
- 4.1.4. Quatrième exigence : Le soumissionnaire doit s'engager à réaliser des transactions avec de petites et moyennes entreprises qui équivalent à au moins 15 pour cent du prix du contrat (y compris les options), mesuré en VCC, et ce, pendant la période de réalisation.
- 4.1.5. Cinquième exigence : le soumissionnaire doit accepter l'ensemble des modalités relatives aux RIT et s'y conformer.
- 4.1.6. Sixième exigence : la proposition doit contenir les composantes suivantes, décrites plus précisément à la section 5 :

- 4.1.6.1. le plan d'affaires de l'entreprise;
- 4.1.6.2. le plan de gestion des RIT;
- 4.1.6.3. le plan de développement régional;
- 4.1.6.4. le plan de développement des petites et moyennes entreprises;
- 4.1.6.5. les fiches détaillées des transactions proposées que le soumissionnaire présente, accompagnées d'un tableau récapitulatif de chacune d'entre elles;
- 4.1.6.6. le certificat des exigences obligatoires signé par un responsable de l'entreprise dûment autorisé, présenté à l'annexe A.

5. ÉVALUATION DES EXIGENCES OBLIGATOIRES

- 5.1. Les sections suivantes précisent le contenu attendu dans chacune des composantes des exigences obligatoires mentionnées ci-dessus à la section 4.1.6. La qualité des plans et les risques qu'ils comportent seront mesurés au cours de l'évaluation comme l'indique la section 3.1 du plan d'évaluation.
- 5.2. Chaque plan doit apporter une réponse à l'ensemble des éléments demetés exposés ci-dessous. Les réponses doivent être détaillées, et au besoin, expliquer comment les éléments aideront le soumissionnaire à atteindre les objectifs du Canada en matière de RIT.
- 5.3. Chaque plan doit traiter, au besoin, de la manière dont le soumissionnaire aborde les secteurs de risque de suivants :
 - 5.3.1. expérience (exercer des activités ailleurs);
 - 5.3.2. capacité (savoir-faire et outils en place);
 - 5.3.3. planification (organisé, proactif);
 - 5.3.4. ressources (équipe, installations, information); et,
 - 5.3.5. mobilisation (interaction avec les intervenants)
- 5.4. Plan d'affaires de l'entreprise
 - 5.4.1. Le plan d'affaires de l'entreprise a pour but de faire la preuve de l'aptitude du soumissionnaire à constituer, planifier et décrire l'équipe qu'il propose pour réaliser les travaux du projet. Le plan doit également faire la preuve de l'aptitude du soumissionnaire et de son équipe à atteindre les objectifs en matière de RIT. Le plan d'affaires devrait compter de sept à dix pages, selon la taille de l'équipe du soumissionnaire.

5.4.2. Les renseignements suivants devraient figurer dans le plan d'affaires de l'entreprise du soumissionnaire :

- 5.4.2.1. une description de la structure, de la conduite et du rendement des opérations commerciales du soumissionnaire et de tous les donateurs admissibles proposés pour les travaux du projet;
- 5.4.2.2. une présentation détaillée du rôle suggéré de chaque entreprise dans les travaux du projet, l'emplacement prévu de ces travaux et le personnel clé qui sera chargé d'effectuer ceux-ci;
- 5.4.2.3. un organigramme de chaque entreprise qui présente ses opérations commerciales à l'échelle mondiale, et énonce clairement la structure, les relations entre les sociétés mères et les filiales et l'emplacement des principaux centres de responsabilité (c'est-à-dire le siège social, la fabrication, les centres de service, la R.-D. et le marketing);
- 5.4.2.4. la liste des installations canadiennes actuelles de chaque entreprise, qui comprend leur emplacement, leur date d'établissement, la nature de leurs activités, leur nombre d'employés et leur situation au sein de la structure de l'entreprise à l'échelle mondiale;
- 5.4.2.5. la description des répercussions générales et à long terme des travaux sur l'économie canadienne et de la manière selon laquelle ceux-ci répondent aux objectifs en matière de RIT de la section 3.

5.5. Plan de gestion des RIT

- 5.5.1. Le but du plan de gestion des RIT consiste à faire la preuve de l'aptitude du soumissionnaire à élaborer, mettre en œuvre et gérer ses obligations pour la durée complète de la période de réalisation et de rendre compte de celles-ci. C'est ici que le soumissionnaire énumère officiellement ses donateurs admissibles proposés. Le plan devrait compter entre six et huit pages.
- 5.5.2. Les renseignements suivants devraient figurer dans le plan de gestion des RIT :
 - 5.5.2.1. la description des fonctions de gestion des RIT et de la structure pertinente que le soumissionnaire juge nécessaire pour respecter les obligations. Cette description doit comprendre un sommaire des méthodes, processus et procédures que le soumissionnaire emploiera

pour déterminer et présenter les activités relatives aux RIT, ainsi que pour en assurer le suivi, en garder la trace et en rendre compte. Le sommaire devrait être présenté de manière suffisamment détaillée pour faire la preuve que le soumissionnaire comprend pleinement les obligations;

- 5.5.2.2. le nom, les coordonnées et les renseignements biographiques du ou des responsables en matière de RIT du soumissionnaire et/ou la description des tâches des postes proposés;
- 5.5.2.3. l'explication des processus internes utilisés par le soumissionnaire pour l'organisation, la défense des intérêts et la sensibilisation en matière de RIT, que cela soit propre au projet ou de manière générale. Le soumissionnaire devrait inclure une description de la manière dont les considérations relatives aux RIT seront incorporées aux processus décisionnels plus larges de l'entreprise; la description devrait être accompagnée d'une présentation de la manière dont on rendra compte de ces décisions et on en assurera le suivi;
- 5.5.2.4. la description de toutes les activités de compensation, en matière de RIT ou de retombées industrielles et régionales (RIR), entreprises par le soumissionnaire au cours des dix (10) dernières années au Canada et à l'étranger, accompagnée d'un exposé concis sur l'état d'avancement de chaque projet;
- 5.5.2.5. la liste des donateurs admissibles proposés du soumissionnaire et de leurs coordonnées, accompagnée de précisions et de documents expliquant comment chaque entreprise satisfait aux critères concernant les donateurs admissibles exposés dans les modalités relatives aux RIT.
 - Tous les donateurs admissibles proposés font l'objet d'un examen et de l'approbation de l'autorité des RIT au cours de l'évaluation. Seuls les donateurs admissibles proposés qui satisfont aux critères figureront sur la liste des donateurs admissibles dans le contrat. Toute transaction proposée pour laquelle un donateur ne satisfait pas aux critères relatifs aux donateurs admissibles sera refusée.

5.6. Plan de développement régional

5.6.1. Le but du plan de développement régional consiste à faire la preuve de l'engagement du soumissionnaire à fournir des débouchés et de l'aide aux entreprises des régions désignées du Canada. Le plan devrait compter entre cinq et sept pages.

5.6.2. Les renseignements suivants devraient figurer dans le plan de développement régional :

5.6.2.1. la détermination et la description des transactions proposées du soumissionnaire dans les régions désignées du Canada dont le total se transformera en obligations à remplir au titre de l'article 3 des modalités relatives aux RIT. Le plan peut également indiquer toute cible plus élevée en matière d'engagement régional à laquelle le soumissionnaire est prêt à s'engager par voie de contrat;

5.6.2.2. la description par le soumissionnaire de la justification opérationnelle de cette approche régionale;

5.6.2.3. la description des activités et méthodes entreprises à ce jour par le soumissionnaire et ses donateurs admissibles proposés qui ont eu pour conséquence la répartition des transactions proposées entre les régions désignées du Canada;

5.6.2.4. la description des activités et méthodes qui seront entreprises entre l'octroi du contrat et la fin de la période de réalisation afin d'améliorer les débouchés existants pour les régions désignées du Canada;

5.6.2.5. la description de la manière dont les considérations régionales sont incorporées aux processus décisionnels en matière de RIT du soumissionnaire.

5.7. Plan de développement des petites et moyennes entreprises (PME)

5.7.1. Le but du plan de développement des petites et moyennes entreprises consiste à faire la preuve de l'engagement du soumissionnaire à fournir des débouchés et de l'aide aux PME au Canada. Le plan devrait compter entre cinq et sept pages.

5.7.2. Les renseignements suivants devraient figurer dans le plan de développement des PME :

- 5.7.2.1. la détermination et la description des transactions proposées du soumissionnaire qui concernent les PME au Canada, le plus élevé que le totale ou 15 pour cent du prix du contrat deviendra une obligation à respecter au titre de l'article 3 des modalités relatives aux RIT;
- 5.7.2.2. la description des activités et méthodes entreprises à ce jour par le soumissionnaire et ses donateurs admissibles proposés qui ont eu pour conséquence la répartition des transactions proposées à des PME;
- 5.7.2.3. la description des activités et méthodes qui seront entreprises entre l'octroi du contrat et la fin de la période de réalisation pour améliorer les débouchés existants pour les PME;
- 5.7.2.4. la description de la manière dont les considérations relatives aux petites et moyennes entreprises sont incorporées aux processus décisionnels en matière de RIT du soumissionnaire;
- 5.7.2.5. la description de toute initiative ou aide qui serait apportée aux PME (à l'échelle générale de l'entreprise ou dans le cadre précis du projet) dans le but de les stimuler et d'en faire la promotion à titre de fournisseurs éventuels du projet mais aussi de développer leur capacité à chercher et mener de nouvelles activités commerciales. Par exemple, il peut s'agir de dispositions spéciales de paiement ou de financement.

5.8. Fiches détaillées des transactions

- 5.8.1. La proposition doit comprendre une fiche distincte et détaillée pour chaque transaction proposée par le soumissionnaire, et pour laquelle il est prêt à s'engager par voie de contrat. Un modèle de fiche de transaction est fourni en annexe B aux modalités relatives aux RIT. Le soumissionnaire est invité à utiliser ce modèle à des fins d'uniformité et de facilité administratives.
- 5.8.2. En plus des fiches de transaction, le soumissionnaire doit inclure un tableau récapitulatif de l'ensemble des transactions qu'il propose. Ce tableau devrait indiquer clairement chaque transaction et fournir la

ventilation des totaux partiels et des pourcentages appropriés selon les catégories « directes », « indirectes », « régionales », « petites et moyennes entreprises » et « critères cotés ». Le tableau récapitulatif devrait décrire brièvement la manière dont chaque transaction proposée se conforme aux critères cotés pour compléter les détails qui figurent dans la fiche de transaction. Le défaut de mettre en correspondance les transactions proposées avec un ou plusieurs des critères cotés fera rejeter la transaction comme non conforme aux exigences de la section 4.1.3.2. Le soumissionnaire peut produire le tableau en question dans le format de son choix.

- 5.8.3. Le soumissionnaire devrait intégrer un plan de prévision pour les transactions attendues 1 et 3 ans après la date d'entrée en vigueur du contrat. Le plan de prévision devrait contenir les renseignements suivants, sans toutefois s'y limiter : la liste des entreprises canadiennes prises en compte ou les capacités particulières recherchées auprès des fournisseurs canadiens.
- 5.8.4. Il est fortement recommandé au soumissionnaire de remplir entièrement chaque section de la fiche de transaction comme on le présente ci-dessous de sorte que la transaction puisse être convenablement évaluée. Le soumissionnaire devrait également fournir des détails et des documents dans sa proposition à l'appui de l'admissibilité de la transaction. Le fait de ne pas décrire ou documenter convenablement la transaction proposée peut donner lieu à son rejet en raison du non-respect des critères d'admissibilité des transactions.
- 5.8.5. Lors de la détermination d'une transaction aux fins de la section 4.1.3, une fiche de transaction signée doit être présentée à l'autorité des RIT. Elle doit désigner le donateur admissible et l'entreprise bénéficiaire, décrire l'activité commerciale en détail, fournir des renseignements sur l'évaluation, démontrer la conformité avec un ou plusieurs des critères cotés et respecter les instructions à l'intention du soumissionnaire ainsi que les modalités des RIT en ce qui concerne les critères d'admissibilité, l'évaluation, les types de transactions et la mise en banque.
- 5.8.6. Si le soumissionnaire prend des engagements ou présente dans sa proposition des transactions dont la valeur dépasse le prix entier de l'offre :
 - 5.8.6.1. aucun point supplémentaire ne sera inclus dans l'évaluation cotée en sus de ceux décrits dans le plan d'évaluation; et

5.8.6.2. les valeurs d'obligations figurant à l'article 3 des modalités devront être majorées pour correspondre à la valeur totale de ces transactions indiquées.

5.8.7. Instructions concernant les fiches de transaction :

5.8.7.1. Aperçu de transaction

- Titre et numéro (*fournir un titre court qui désigne l'activité et un numéro unique selon un ordre simple et séquentiel*)
- Date de présentation de la transaction (*date de la proposition*)
- Tranche (*la proposition représente la tranche 1*)

5.8.7.2. Coordonnées de l'entrepreneur (*renseignements concernant l'entrepreneur proposé pour le projet*)

5.8.7.3. Coordonnées du donateur (*renseignements concernant le donateur proposé pour le projet*)

5.8.7.4. Renseignements relatifs à l'entreprise bénéficiaire (*Remarques : i) la description de l'entreprise devrait mentionner les emplacements, l'histoire de l'entreprise et ses capacités centrales ; ii) voir l'article 8.1.5 des modalités pour les autres exigences concernant les bénéficiaires.*)

5.8.7.5. Évaluation et échelonnement (*préciser les VCC globales, selon le cas, ainsi que le calendrier détaillé de l'engagement divisé en périodes de 12 mois, qui reflètent les périodes de rapport*)

- Aux fins du processus d'évaluation, on ne tiendra pas compte de la valeur multipliée d'une transaction proposée qui concerne un multiplicateur de crédit, la réalisation de ventes ultérieures, ou l'amélioration de la valeur comme le décrit l'article 7 des modalités. On ne tiendra compte que de la valeur nominale de l'investissement initial dans la transaction proposée. Les valeurs de crédits multipliés, la réalisation de ventes ultérieures ou l'amélioration de la valeur seront comptabilisées après la date d'entrée en vigueur du contrat.

5.8.7.6. Détails concernant la transaction

- Type de transaction (*directe ou indirecte, regroupée, mise en banque*)
- Description de la transaction (*présenter une description détaillée de l'activité proposée qui indique la nature des travaux; l'emplacement des travaux au Canada; les quantités et le calendrier estimés; tous les marchés d'utilisation finale, plateformes ou programmes, et d'autres renseignements pertinents*)
- Activité liée à la proposition de valeur (*oui ou non*)
 - Transaction directe (*oui ou non*)
 - R-D avec une entreprise canadienne (*oui ou non*)
 - R-D avec un établissement d'enseignement postsecondaire ou un institut de recherche public canadien (*oui ou non*)
 - Avec une petite ou moyenne entreprise (PME) (*oui ou non*)
- Description ou justification des classifications concernant la proposition de valeur mentionnées ci-dessus (*faire la preuve et rendre compte clairement de l'harmonisation avec les exigences de la proposition de valeur*)
- Type d'activité (*c.a.d. achat, investissement*)
- Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) (*remplissez les codes SCIAN primaire, secondaire, et tertiaire*)
- Type d'activité commerciale (*sélectionnez une type d'activité commerciale qui s'applique le mieux*)
- Précisions concernant le cadre d'investissement (*le cas échéant*)
 - Type d'investissement admissible (*paiement en espèces, achat d'actions en espèces, propriété intellectuelle en nature, transfert d'équipement, soutien à la commercialisation*)
 - Type d'activité de R.-D. ou de commercialisation (*c.a.d. analyse d'essais, recherche appliquée, planification commerciale, études de faisabilité*)

- Plan d'affaires compris (*modèle figurant à l'annexe D des modalités*)
- Documents relatifs à l'évaluation compris (*entente ou rapport d'évaluation en nature, suivant le cas*)

5.8.7.7. Renseignements relatifs aux membres du consortium (*le cas échéant*)

5.8.7.8. Critères d'admissibilité des transactions (*fournir le plus de détails et de précisions possibles dans la description de la manière dont une transaction proposée respecte chacun des critères d'admissibilité exposés dans les modalités relatives aux RIT. Le modèle de la fiche de transaction fournit une orientation à cet égard. Toutes les précisions, documents et certificats devraient faire partie de la proposition*).

5.8.7.9. Autre

- Aide du gouvernement du Canada (*indiquer la date et donner des détails concernant toute aide apportée par un palier de gouvernement au Canada pour une activité particulière, un donateur admissible ou un bénéficiaire*)
- Valeur du contenu canadien (VCC) (*indiquer ici la méthode d'établissement de la VCC choisie.*)
- Niveau de technologie (*pour les transactions indirectes, décrire brièvement le niveau de technologie, en précisant s'il est égal ou supérieur à celui du projet.*)

5.8.7.10. Signature (*un signataire autorisé de l'entreprise du soumissionnaire ou du donateur admissible proposé*)

5.9. Certificat de respect des exigences obligatoires

5.9.1. Le soumissionnaire doit présenter son certificat des exigences obligatoires (annexe A) avec sa proposition; le certificat doit comprendre le nom de son entreprise et le prix de la soumission, et doit être signé et daté par un représentant de l'entreprise dûment autorisé à lier l'entreprise.

6. CRITÈRES COTÉS PAR POINTS

6.1 Proposition de valeur : Le soumissionnaire devrait fournir des renseignements et des précisions au sujet de ses engagements concernant la proposition de valeur et des transactions qu'il propose, qui seront cotés comme l'indique la section 4 du Plan d'évaluation. Il devrait remplir et présenter le certificat des critères cotés par points (appendice B) signé et daté par un représentant de l'entreprise dûment autorisé à lier l'entreprise. Les engagements du soumissionnaire à l'appendice B deviendront des obligations à remplir à la section 3.1.2 des modalités.

6.1.1. La proposition devrait comprendre l'engagement du soumissionnaire à réaliser des transactions directes. Cet engagement devrait prendre la forme d'un pourcentage du prix du contrat, options comprises, mesuré en VCC. Cet engagement (ou le pourcentage de la valeur totale des transactions directes dans la proposition du soumissionnaire selon la valeur la plus élevée) deviendra une obligation à remplir pendant la période de réalisation.

La proposition doit inclure les transactions directes proposées par le soumissionnaire. Celui-ci devrait décrire dans sa proposition en quoi les transactions proposées sont directes selon la définition et fournir des précisions et des documents à l'appui. Les transactions directes dans sa proposition deviendront ainsi des obligations à remplir pendant la période de réalisation.

6.1.2. La proposition devrait énoncer l'engagement que prend le soumissionnaire de réaliser des transactions liées à des activités de recherche et développement. Dans la formulation de cet engagement, on doit établir une distinction nette entre les activités de recherche-développement exercées respectivement avec des entreprises canadiennes et avec des établissements d'enseignement postsecondaire ou des instituts de recherche publics. À défaut de bien marquer cette différence, le soumissionnaire pourrait se voir attribuer une note de zéro lors de l'évaluation. L'engagement devrait prendre la forme d'un pourcentage du prix du contrat, options comprises, mesuré en VCC. Ce même engagement (ou le pourcentage de la valeur totale des transactions de recherche-développement dans la proposition du soumissionnaire selon la valeur la plus élevée) deviendra une obligation à remplir pendant la période de réalisation.

La proposition devrait comprendre les transactions proposées par le soumissionnaire qui concernent des activités de recherche et développement. Celui-ci devrait décrire dans sa proposition de quelle

façon les transactions proposées visent la recherche et le développement dans le secteur de la défense; il devrait fournir des précisions et des documents à l'appui. Les transactions en recherche-développement indiquées dans la proposition du soumissionnaire deviendront des obligations à remplir pendant la période de réalisation.

- 6.1.3. La proposition devrait comprendre l'engagement du soumissionnaire à réaliser des transactions avec de petites et moyennes entreprises (PME). Cet engagement devrait prendre la forme d'un pourcentage du prix du contrat, options comprises, mesuré en VCC. Ce même engagement (ou le pourcentage de la valeur totale des transactions avec de petites et moyennes entreprises dans la proposition du soumissionnaire selon la valeur la plus élevée) deviendra une obligation à remplir pendant la période de réalisation.

La proposition devrait comprendre les transactions proposées du soumissionnaire avec de petites et moyennes entreprises. Celui-ci devrait décrire dans sa proposition de quelle façon les transactions proposées visent de petites et moyennes entreprises; il devrait fournir des précisions et des documents à l'appui. Les transactions avec de petites et moyennes entreprises dans la proposition du soumissionnaire deviendront des obligations à remplir pendant la période de réalisation.

7. MISE EN BANQUE ET REGROUPEMENT

- 7.1. La mise en banque et les regroupements sont décrits dans les modalités. Le soumissionnaire peut utiliser des transactions mises en banque, ou une partie regroupée de ces dernières, dans le cadre de sa proposition.

- 7.1.1. Le soumissionnaire présentant une transaction mise en banque dans sa proposition devrait annexée : i) la copie de la fiche de la transaction mise en banque approuvée; et, ii) le relevé bancaire annuel le plus récent autorisé par l'autorité des RIT et daté d'avant la date de publication de la demande de proposition à laquelle la proposition fait suite.

- 7.1.2. Le soumissionnaire présentant une partie regroupée d'une transaction mise en banque devrait annexée le relevé bancaire le plus récent autorisé par l'autorité des RIT et daté d'avant la date de publication de la demande de proposition à laquelle la proposition fait suite.

- 7.2. Si une transaction mise en banque est utilisée dans le cadre d'une proposition, le comité d'évaluation considérera la transaction approuvée pour s'être conformée

aux critères d'admissibilité des transactions, exception faite du donateur admissible.

- 7.2.1. On évaluera la transaction mise en banque afin de déterminer si elle respecte les critères du projet relatifs au donateur admissible énoncés à l'article 8 des modalités.
- 7.3. L'acceptation d'une transaction mise en banque ne garantit pas de points de proposition de valeur. Toutes les transactions mises en banque seront évaluées aux fins du pointage de la proposition valeur comme le décrit le plan d'évaluation.
- 7.4. Le soumissionnaire peut présenter des transactions mises en banque de toute VCC dans sa proposition. La VCC totale des transactions mises en banque présentées dans la proposition se transformera en obligation à remplir à l'article 3 des modalités. Cependant, la VCC de toute transaction mise en banque dépassant 50 pour cent de l'ensemble des transactions indiquées dans la proposition ne comptera pas dans l'évaluation.
- 7.5. Le soumissionnaire est invité à présenter les transactions mises en banque proposées à la banque des RIT bien en avance de la date de publication de la demande de proposition. Une transaction mise en banque, ou une portion de celle-ci, figurant dans la proposition pour laquelle la date du relevé bancaire autorisé est postérieure à la date de publication de la demande de proposition pour le projet ne sera pas prise en compte dans l'évaluation des exigences obligatoires ou cotée. De plus, cette transaction ne deviendra pas une obligation à exécuter au titre du contrat.

Annexe A – Certificat des exigences obligatoires

Le soumissionnaire, _____, déclare et atteste que, par cette proposition pour le projet, il accepte et remplit les conditions suivantes :

Exigence obligatoire	Modalités correspondantes
1. Le soumissionnaire s'engage à réaliser des transactions évaluées à au moins 100 pour cent du prix du contrat (<i>ou du pourcentage de la valeur de toutes les transactions indiquées selon la valeur la plus élevée</i>), options comprises, mesuré en VCC, et ce, pendant la période de réalisation.	Article 3.1.1
2. Il s'engage à réaliser des transactions directes évaluées à au moins 70 pour cent du prix du contrat en VCC, y compris toutes les options exercées, et ce, pendant la période de réalisation.	Article 3.1.2
3. Il indique le prix de son offre (sans les options, avant taxes et en arrondissement au dollar le plus proche) _____ \$.	
3(a). Il indique les transactions dont le total correspond à au moins 30 pour cent du prix de son offre mesuré en VCC. Les transactions indiquées dans sa proposition doivent être conformes à un ou plusieurs des critères cotés aux sections 4.1.1 à 4.1.3 du Plan d'évaluation;	Article 3.1.1, 3.1.2, 3.1.3, 3.1.4 et 3.1.6
3(b) Il s'engage à déterminer, un (1) an après la date d'entrée en vigueur du contrat, des transactions supplémentaires qui portent le total cumulé des transactions indiquées à au moins 60 pour cent du prix du contrat (options comprises) mesuré en VCC;	Article 3.1.4
3(c) Il s'engage à déterminer, trois (3) ans après la date d'entrée en vigueur du contrat et pour chaque année supplémentaire visée par l'exercice d'une option, des transactions supplémentaires qui portent le total cumulé des transactions indiquées à 100 pour cent du prix du contrat (options comprises) mesuré en VCC.	Article 3.1.4
4. Il s'engage à réaliser des transactions avec de petites et moyennes entreprises pour une valeur d'au moins 15 pour cent du prix du contrat en VCC, y compris les options exercées, et ce, pendant la période de réalisation.	Article 3.1.2.3
5. Il accepte toutes les modalités relatives aux RIT.	Ensemble des articles et des appendices.
6. Il a présenté l'ensemble des composantes obligatoires de la proposition : <ul style="list-style-type: none"> • le plan d'affaires de l'entreprise; • le plan de gestion des RIT; • le plan de développement régional; 	Appendice A

<ul style="list-style-type: none"> • le plan de développement des petites et moyennes entreprises; • les fiches de transaction détaillées accompagnées d'un tableau récapitulatif pour chacune d'elles; • le présent certificat des exigences obligatoires dûment rempli, signé et daté. 	
---	--

EN FOI DE QUOI CE CERTIFICAT DES EXIGENCES OBLIGATOIRES A ÉTÉ SIGNÉ
CE _____ JOUR DE _____ PAR UN CADRE SUPÉRIEUR DE
L'ENTREPRISE DÛMENT AUTORISÉ À ENGAGER CELLE-CI.

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU CADRE SUPÉRIEUR DE L'ENTREPRISE

Annexe B – Certificat des critères cotés par points

Le soumissionnaire, _____, déclare et certifie que, par cette proposition pour le projet de soutien du système terrestre C4ISR – contrat de soutien pour la conception et l'intégration du système C4ISR (STCICS), il prend les engagements suivants en fonction des critères cotés à la section 5 :

Critères cotés par points	Engagement total du soumissionnaire	Maximum de points disponibles	Engagement par rapport aux modalités
Transactions directes			
Engagement	%	45	Article 3.1.2.1
	L'article 3.1.2.1 comprendra la valeur en pourcentage de l'engagement, ou des transactions indiquées, selon la plus élevée des deux valeurs.		
Recherche et développement			
Engagement	%	45	Article 3.1.2.2
Partie de l'engagement avec des entreprises canadiennes	%	(multiplicateur 1 X)	Article 3.1.2.2
Partie de l'engagement avec des établissements d'enseignement postsecondaire ou des instituts de recherche publics	%	(multiplicateur 2 X)	Article 3.1.2.2
	L'article 3.1.2.2 comprendra la valeur en pourcentage de l'engagement, ou des transactions indiquées, selon la plus élevée des deux valeurs.		
Petites et moyennes entreprises (PME)			
Engagement	%	10	Article 3.1.2.3
	L'article 3.1.2.3 comprendra la valeur en pourcentage de l'engagement, ou des transactions indiquées, selon la plus élevée des deux valeurs.		

EN FOI DE QUOI CE CERTIFICAT DES CRITÈRES COTÉS PAR POINTS A ÉTÉ
SIGNÉ CE _____ JOUR DE _____ PAR UN CADRE SUPÉRIEUR
DE L'ENTREPRISE DÛMENT AUTORISÉ À ENGAGER CELLE-CI.

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU CADRE SUPÉRIEUR DE L'ENTREPRISE

**SOUTIEN DU SYSTÈME C4ISR TERRESTRE –
CONTRAT DE SOUTIEN POUR LA
CONCEPTION ET L'INTÉGRATION DU
SYSTÈME C4ISR (STCICS)**

Retombées industrielles et technologiques (RIT)

Plan d'évaluation des propositions de valeur

TABLE DES MATIÈRES

1	INTRODUCTION
2	EXIGENCES OBLIGATOIRES
3	VALEURS MINIMALES D'ÉVALUATION
4	D'ÉVALUATION COTÉE
5	PROCESSUS

1. INTRODUCTION

- 1.1. Le but du plan d'évaluation des propositions de valeur consiste à décrire la méthodologie qui sera employée pour évaluer la proposition de valeur (« proposition ») présentée par le soumissionnaire.
- 1.2. La proposition sera jugée soit recevable, soit non recevable. La proposition sera réputée recevable si elle : i) se conforme aux exigences obligatoires indiquées à la section 2, et ii) respecte les valeurs minimales d'évaluation énoncées dans la section 3.
- 1.3. Toutes les évaluations recevables seront par la suite évaluées sur la base des critères cotés par points comme l'indique la section 4.
- 1.4. Les résultats de l'évaluation seront communiqués à l'autorité contractante. Les résultats seront ensuite incorporés aux résultats de l'évaluation globale de la soumission, comme l'indique la section 4 du plan d'évaluation du projet de soutien du système terrestre C4ISR – contrat de soutien pour la conception et l'intégration du système C4ISR (STCICS) (ci-après le Projet).
- 1.5. Le soumissionnaire est fortement incité à examiner soigneusement l'intégralité du document d'instructions à l'intention du soumissionnaire.
- 1.6. Les termes définis en nulle autre part de ce document ont le sens qui leur est attribué dans les modalités relatives aux retombées industrielles et technologiques (RIT) et dans la demande de proposition, y compris les annexes, auxquelles est joint ce plan d'évaluation.

2. EXIGENCES OBLIGATOIRES

- 2.1. Le tableau ci-dessous décrit précisément chaque exigence obligatoire et la manière suivant laquelle l'autorité des RIT évaluera le respect de l'exigence. La proposition sera jugée soit recevable, soit non recevable. Pour que la proposition soit jugée recevable, elle doit satisfaire à toutes les exigences.

Exigence obligatoire	Méthode de confirmation
1. Le soumissionnaire s'engage à réaliser des transactions mesurées en valeur du contenu canadien (VCC) qui équivalent au moins à 100 pour cent du prix du contrat (y compris les options exercées) ou à la VCC totale des transactions indiquées selon la valeur la plus	Le certificat des exigences obligatoires est dûment signé et présenté.

élevée, et ce, pendant la période de réalisation.	
2. Il s'engage à réaliser des transactions directes qui équivalent à au moins 70 pour cent du prix du contrat en VCC, y compris les options exercées, et ce, pendant la période de réalisation.	Le certificat des exigences obligatoires est dûment signé et présenté.
3. Le soumissionnaire a précisé le prix de son offre sans les taxes ni les options et après arrondissement au dollar le plus proche.	Le certificat des exigences obligatoires est dûment signé et présenté et est accompagné du prix de la soumission.
3a. Le soumissionnaire a déterminé les transactions, qui sont détaillées, entièrement décrites, et qui équivalent au total à au moins 30 pour cent du prix de la soumission mesuré en VCC. Toutes les transactions indiquées dans la proposition du soumissionnaire doivent être conformes à un ou plusieurs des critères cotés aux sections 4.1.1 à 4.1.3 du Plan d'évaluation.	La conformité de la transaction avec un ou plusieurs des critères cotés est confirmée. La VCC de chaque transaction figurant dans la proposition est additionnée, puis le total est comparé au prix de la soumission. Le certificat des exigences obligatoires est dûment signé et présenté.
3b. Le soumissionnaire s'engage à déterminer un (1) an après l'obtention du contrat les transactions détaillées et entièrement décrites qui portent le total cumulé des transactions déterminées à au moins 60 pour cent du prix du contrat mesuré en VCC.	Le certificat des exigences obligatoires est dûment signé et présenté.
3c. Le soumissionnaire s'engage à déterminer, dans les trois (3) ans suivant l'octroi du contrat et pour chaque année supplémentaire visée par une option exercée, les transactions décrites en détail qui portent le total cumulé des transactions indiquées à 100 pour cent du prix du contrat mesuré en VCC.	Le certificat des exigences obligatoires est dûment signé et présenté.
4. Il s'engage à réaliser des transactions avec de petites et moyennes entreprises qui équivalent à au moins 15 pour cent du prix du contrat en VCC, y compris les options exercées, et ce, pendant la période de réalisation.	Le certificat des exigences obligatoires est dûment signé et présenté.
5. Le soumissionnaire consent à l'ensemble des modalités relatives aux RIT.	Le certificat des exigences obligatoires est dûment signé et présenté.
6. L'ensemble des composantes nécessaires suivantes figure dans la proposition du soumissionnaire : <ul style="list-style-type: none"> • le plan d'affaires de l'entreprise; • le plan de gestion des RIT; • le plan de développement régional; • le plan de développement des petites et moyennes entreprises; • les fiches détaillées des transactions accompagnées 	La présence dans la proposition de chacune des composantes nécessaires. Le certificat des exigences obligatoires est signé et présenté en bonne et due forme.

d'un tableau récapitulatif de chacune d'entre elles; ○ le certificat signé des exigences obligatoires;	
Tableau 2-1 – Tableau d'évaluation des exigences obligatoires	

3. VALEURS MINIMALES D'ÉVALUATION

3.1. Les plans seront évalués afin de déterminer s'ils satisfont aux valeurs minimales d'évaluation indiquées ci-dessous.

3.1.1. Les quatre plans du soumissionnaire seront évalués afin de confirmer qu'ils figurent dans la proposition. On évalue ensuite la qualité des plans et le risque qu'ils comportent en utilisant les tableaux 3-1 et 3-2.

3.1.2. L'évaluation de la qualité consiste à déterminer si les plans répondent aux composantes demandées à la section 4 des instructions à l'intention du soumissionnaire, et au niveau de détail de la composante; elle consiste aussi à déterminer dans quelle mesure le contenu du plan est conforme aux objectifs des RIT exposés à la section 3 des Instructions à l'intention des soumissionnaires.

3.1.3. L'évaluation de la qualité reposera sur une échelle allant d'un (1) à quatre (4) qui utilise les valeurs du tableau 3-1 ci-dessous.

VALEUR	PLAN – ÉVALUATION DE LA QUALITÉ
4	SUPÉRIEURE Le plan comprend des réponses détaillées à au moins quatre des éléments exigés aux sections 5.4 à 5.7 inclusivement des instructions à l'intention du soumissionnaire, selon le besoin. Le plan fait la preuve que nombre des objectifs du Canada en matière de RIT seront atteints.
3	BONNE Le plan comprend des réponses détaillées à trois des éléments exigés aux sections 5.4 à 5.7 inclusivement des instructions à l'intention du soumissionnaire, selon le besoin. Le plan fait la preuve que plusieurs objectifs du Canada en matière de RIT seront atteints.
2	MAUVAISE Le plan comprend des réponses détaillées à deux des éléments exigés aux sections 5.4 à 5.7 inclusivement des instructions à l'intention du soumissionnaire, selon le besoin. Le plan fait la preuve que quelques-uns des objectifs du Canada en matière de RIT seront atteints.

1	TRÈS FAIBLE Le plan comprend des réponses détaillées à tout au plus un des éléments exigés aux sections 5.4 à 5.7 inclusivement des instructions à l'intention du soumissionnaire, selon le besoin. Le plan ne fait pas la preuve que les objectifs du Canada en matière de RIT seront atteints.
---	--

Tableau 3-1 – Évaluations de la qualité des plans

- 3.1.4. L'évaluation du risque consiste à déterminer si les plans apportent une réponse aux secteurs de risque exposés à la section 5 des instructions à l'intention du soumissionnaire et au niveau de précision apporté.
- 3.1.5. L'évaluation du risque reposera sur une échelle allant d'un (1) à quatre (4) qui utilise les valeurs du tableau 3-2 ci-dessous.

VALEUR	PLAN – ÉVALUATION DU RISQUE
4	SUPÉRIEURE Le plan comprend une réponse détaillée à au moins quatre des secteurs de risque figurant à la section 5.3 des instructions à l'intention du soumissionnaire, de sorte que la probabilité de non-réalisation est extrêmement faible.
3	BONNE Le plan comprend une réponse détaillée à trois secteurs de risque figurant à la section 5.3 des instructions à l'intention du soumissionnaire, de sorte que la probabilité de non-réalisation est faible.
2	MAUVAISE Le plan comprend une réponse détaillée à deux secteurs de risque figurant à la section 5.3, de sorte que la probabilité de non-réalisation est modérée.
1	TRÈS FAIBLE Le plan comprend une réponse détaillée à tout au plus l'un des secteurs de risque figurant à la section 5.3 de sorte que la probabilité de non-réalisation est élevée.

Tableau 3-2 – Évaluations du risque des plans

- 3.1.6. Les évaluations de la qualité et du risque acceptées par les évaluateurs seront multipliées, les totaux cumulés, et ce total servira à déterminer la valeur finale d'évaluation des plans pour la proposition.

- 3.1.7. Le soumissionnaire doit atteindre ou dépasser une valeur finale d'évaluation des plans de trente-deux (32) sur un total possible de soixante-quatre (64).

EXEMPLE :

Plan	Qualité (A)	Risque (B)	Valeur d'évaluation (C) <i>(C) = (A) x (B)</i>
Plan d'affaires de l'entreprise	4	3	12
Plan de gestion des RIT	2	3	6
Plan de développement régional	4	4	16
Plan de développement des petites et moyennes entreprises	4	2	8
Valeur d'évaluation finale des plans			42

Tableau 3.3 – Exemple

3.2. Évaluation des transactions

- 3.2.1. Les transactions proposées par le soumissionnaire seront évaluées afin de juger si elles respectent les instructions à l'intention du soumissionnaire et les modalités relatives aux RIT qui concernent les critères d'admissibilité, les évaluations, les mises en banque et les types de transactions.
- 3.2.2. Une transaction proposée qui ne respecte pas les critères présentés au point 3.2.1 sera refusée et ne sera plus prise en compte lors de l'évaluation des exigences obligatoire ou cotée, ou dans le contrat.
- 3.2.3. Si une transaction proposée répond aux critères en 3.2.1, elle sera évaluée selon les exigences obligatoires à la section 2 et, en particulier, du paragraphe 3a du tableau 2-1 sur l'évaluation de ces exigences.
- 3.2.4. Toutes les transactions indiquées seront évaluées afin de déterminer si elles sont conformes à chacun des critères d'évaluation cotée présentés aux sections 4.1.1 à 4.1.3. Le soumissionnaire devra fournir suffisamment de détails pour étayer son affirmation que la transaction est conforme à un critère donné.

3.2.4.1. Les transactions pour lesquelles le soumissionnaire ne démontre pas la conformité avec les critères d'évaluation cotée seront refusées et ne seront plus prises en compte lors de l'évaluation des exigences obligatoire ou cotée, ou dans le contrat.

3.2.4.2. Lorsque le soumissionnaire démontre que des transactions sont conformes aux critères d'évaluation cotée, celles-ci seront incluses dans ses engagements pour cette évaluation selon la section 4 du Plan d'évaluation et dans les obligations à remplir dans le cadre du contrat.

4. ÉVALUATION COTÉE

4.1. Les engagements proposés et les transactions du soumissionnaire seront évalués par rapport aux critères cotés par points conformément à la description qui suit.

Objectif stratégique dans la proposition de valeur relative au contrat du Système de soutien du C4ISR de la Force terrestre – contrat de soutien pour la conception et l'intégration du système C4ISR (STCICS)

Dans le cadre de la proposition de valeur, l'objectif stratégique pour ce projet est de s'assurer que des capacités canadiennes sont directement utilisées dans cet approvisionnement, tout en encourageant les investissements de grande qualité en recherche-développement pour l'innovation et la compétitivité du secteur canadien de la cybersécurité; il s'agit aussi de favoriser l'intégration des petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes à la chaîne d'approvisionnement.

4.1.1 Transactions directes

Le pilier des transactions directes favorisera au Canada des activités de travail de grande valeur qui sont directement liées au présent projet. Selon les exigences obligatoires applicables, on doit utiliser un contenu canadien minimal pour la fourniture des biens et services dans les secteurs où le Canada a des capacités et, selon les critères cotés par points de la proposition de valeur, on doit encourager les soumissionnaires à se concurrencer en matière de maximisation des transactions directes.

Table 4 – 1, Transactions directes

Critères	Points disponibles	Base d'évaluation
Transactions directes		
Engagements à réaliser des transactions directes pour plus de 70 pour cent du prix du contrat et jusqu'à hauteur de 100 pour cent	45	<p>Les points seront accordés pour les engagements sous forme de transactions directes en fonction de ce qui suit :</p> <p>Le soumissionnaire ayant l'engagement le plus élevé sous forme de transactions directes au-dessus de soixante-dix (70) pour cent du prix du contrat et jusqu'à hauteur de 100 pour cent comme pourcentage du prix de l'offre (options non comprises), mesuré en VCC, recevra quarante-cinq (45) points. Tous les autres soumissionnaires seront évalués au prorata à la baisse.</p> <p>Formule : Engagement total du soumissionnaire sous forme de transactions directes au-dessus de 70 pour cent (jusqu'à hauteur de 100 pour cent) divisé par l'engagement en transactions directes du plus offrant au-dessus de 70 pour cent (jusqu'à hauteur de 100 pour cent) et multiplié par 45 points.</p>

4.1.2 Recherche et développement

Le pilier de la recherche et du développement (R-D) encouragera les soumissionnaires à indiquer des transactions de R-D avec des entreprises, des établissements d'enseignement postsecondaire et/ou des instituts de recherche publics canadiens qui viennent soutenir les capacités de recherche de grande valeur du secteur de la défense.

Tableau 4-2, Recherche et développement

Critères	Points disponibles	Base d'évaluation
Recherche et développement		
Engagements à réaliser des transactions liées à des activités de R-D avec des entreprises et/ou des établissements d'enseignement	45	<p>Les points seront accordés pour les engagements sous forme de transactions de R-D en fonction de ce qui suit :</p> <p>L'engagement à réaliser des transactions liées à des activités de R-D dans le secteur de la défense avec</p>

postsecondaire ou des instituts de recherche publics canadiens jusqu'à hauteur de 100 pour cent.		<p>des établissements d'enseignement postsecondaire ou des instituts de recherche publics canadiens jusqu'à hauteur de 100 pour cent comme pourcentage du prix de l'offre, options non comprises, mesuré en VCC recevra deux (2) points pour tout pourcentage du prix de l'offre indiqué.</p> <p>L'engagement à réaliser des transactions de R-D dans le secteur de la défense avec des entreprises canadiennes jusqu'à hauteur de 100 pour cent comme pourcentage du prix de l'offre, options non comprises, mesuré en VCC recevra un (1) point pour tout pourcentage du prix de l'offre indiqué.</p> <p>On calcule les points cumulés au titre de la R-D par le total des activités de R-D avec des entreprises, des établissements d'enseignement postsecondaire ou des instituts de recherche publics canadiens dans le secteur de la défense. Le soumissionnaire accumulant le plus de points au titre de ces engagements jusqu'à hauteur de 100 pour cent recevra quarante-cinq (45) points. Tous les autres soumissionnaires seront évalués au prorata à la baisse.</p> <p>Formule : Accumulation totale de points du soumissionnaire pour les activités de R-D divisée par les points cumulés par le plus offrant à ce titre et multipliée par 45 points.</p>
--	--	---

4.1.3. Petites et moyennes entreprises (PME)

Le pilier des petites et moyennes entreprises (PME) encouragera les soumissionnaires à travailler avec de petites et moyennes entreprises partout au Canada, à les intégrer à la chaîne d'approvisionnement et à investir dans le développement des compétences, des capacités, de la qualité et de la productivité, de sorte que les PME puissent demeurer compétitives sur le marché mondial.

Tableau 4-3, Petites et moyennes entreprises

Critères	Points disponibles	Base d'évaluation
<u>Petites et moyennes entreprises</u>		

Engagements à réaliser des transactions avec des PME au-dessus de 15 pour cent du prix du contrat et jusqu'à hauteur de 100 pour cent.	10	<p>Les points seront accordés pour les engagements à réaliser des transactions en fonction de ce qui suit :</p> <p>Le soumissionnaire prenant le plus haut engagement sous forme de transactions avec des PME au-dessus de quinze (15) pour cent du prix du contrat et jusqu'à hauteur de 100 pour cent comme pourcentage du prix de l'offre, options non comprises, mesuré en VCC recevra dix (10) points. Tous les autres soumissionnaires seront évalués au prorata à la baisse.</p> <p>Formule : Engagement total du soumissionnaire avec des PME au-dessus de 15 pour cent (jusqu'à hauteur de 100 pour cent) divisé par l'engagement du plus offrant à ce titre au-dessus de 15 pour cent (jusqu'à hauteur de 100 pour cent) et multiplié par 10 points.</p>
--	----	--

4.2. Si le soumissionnaire indique des engagements ou propose des transactions qui équivalent à plus de 100 pour cent du prix de l'offre, aucun point dans l'évaluation cotée ne s'ajoutera à ceux du Plan d'évaluation. Précisons que, dans ce cas, on majorerait les valeurs d'obligations à l'article 3.1.1 des modalités (sous-obligations comprises) pour qu'elles correspondent à la valeur totale de ces transactions.

4.3. Une transaction indiquée peut être conforme à plusieurs critères et sera notée en conséquence jusqu'à hauteur du nombre total de points. L'ensemble des transactions qui sont conformes aux critères de la section 3.2 et des engagements indiqués dans la proposition seront inclus comme obligation à remplir dans le contrat qui en découlera.

4.4. Si le soumissionnaire indique dans sa proposition des transactions totales conformes à l'un des trois critères cotés de proposition de valeur (PV) comme pourcentage du prix du contrat, mais en dépassement de son engagement pour les mêmes critères PV dans le certificat des critères cotés, la valeur la plus élevée sera considérée comme son engagement dans l'évaluation cotée à la section 4 et comme l'obligation à remplir à l'article 3 du contrat qui en découlera.

4.5. Le tableau 4-4 ci-dessous récapitule la notation de l'évaluation cotée :

Tableau 4-4 – Notation des transactions

Critères	Points disponibles	Base d'évaluation
Transactions directes	45	
Engagement		Engagement dans le certificat signé des critères cotés (ou pourcentage de la valeur des transactions directes indiquées selon la valeur la plus élevée)
Recherche et développement	45	
Engagement		Engagement dans le certificat signé des critères cotés (ou pourcentage de la valeur des transactions indiquées de recherche-développement selon la valeur la plus élevée)
Partie de l'engagement avec des entreprises canadiennes		Engagement dans le certificat signé des critères cotés (ou pourcentage de la valeur des transactions indiquées de recherche-développement avec des entreprises canadiennes selon la valeur la plus élevée)
Partie de l'engagement avec des établissements d'enseignement postsecondaire ou des instituts de recherche publics		Engagement dans le certificat signé des critères cotés (ou pourcentage de la valeur des transactions indiquées de recherche-développement avec des établissements d'enseignement postsecondaire ou des instituts de recherche publics selon la valeur la plus élevée)
Petites et moyennes entreprises	10	
Engagement		Engagement dans le certificat signé des critères cotés (ou pourcentage de la valeur des transactions indiquées avec des PME selon la valeur la plus élevée)
Nombre total de points	100	

4.6. Cote totale de proposition de valeur : Les cotes du soumissionnaire pour les engagements seront additionnées pour donner la cote totale de la proposition de valeur qui sera ensuite pondérée à vingt (20) pour cent de la cote totale possible dans le cadre de l'évaluation globale de la soumission pour le projet.

5. PROCESSUS

- 5.1. L'évaluation est dirigée par l'autorité des RIT; y participent des représentants d'organismes de développement régional, et au besoin, d'autres experts en la matière.
- 5.2. Les études d'évaluation et la notation reposeront sur un consensus selon lequel la proposition du soumissionnaire sera lue et commentée et tous les évaluateurs s'accorderont sur une note pour chacun des éléments cotés. Un consensus sur des questions plus vastes devra aussi être obtenu, notamment sur la nécessité ou la nature de demandes de précisions ou de conseils auprès d'experts externes. Si les évaluateurs ne sont pas en mesure de parvenir à un consensus sur la notation, certains enjeux ou d'autres questions à la suite d'une discussion, la décision finale reviendra au responsable de l'évaluation d'IC
- 5.3. L'autorité des RIT assumera la responsabilité de veiller à ce que les membres de l'équipe d'évaluation s'acquittent de leurs tâches. L'autorité des RIT fera le lien entre l'équipe d'évaluation et les représentants de l'extérieur.

**SOUTIEN DU SYSTÈME C4ISR TERRESTRE –
CONTRAT DE SOUTIEN POUR LA
CONCEPTION ET L'INTÉGRATION DU
SYSTÈME C4ISR (STCICS)**

**Retombées industrielles et technologiques
(RIT)**

Modalités et conditions

TABLE DES MATIÈRES

1. Définitions
2. Objectifs du Canada en matière de RIT
3. Énoncé des obligations
4. Rapports annuels
5. Modifications au prix du contrat
6. Dépassement d'engagements
7. Types de transactions
8. Critères d'admissibilité des transactions
9. Valeur du contenu canadien
10. Plans stratégiques
11. Regroupement
12. Mise en banque
13. Communications au public
14. Gestion de l'information
15. Modification des transactions
16. Accès aux dossiers et vérification
17. Résolution de conflits
18. Recours
19. Modifications apportées aux plans
20. Responsabilités des parties
21. Conformité à la *Loi sur le lobbying*
22. Honoraires conditionnels ou frais de conclusion de transaction
23. Liste des donateurs admissibles approuvés

Annexes

- A Proposition de valeur – Engagements et transactions
- B Fiche de transaction – modèle
- C Rapport annuel - modèle
- D Plan d'activités du cadre d'investissement (CI) – modèle
- E Définitions pour le secteur de la défense

1. DÉFINITIONS

- 1.1. Tout mot ou expression non définis dans le présent document s'entendent comme il est prévu dans le contrat. Aux fins des présentes modalités et conditions des retombées industrielles et technologiques (RIT), à moins d'indication contraire dans le contexte, les définitions suivantes s'appliquent :
- 1.1.1. « **période de réalisation** » s'entend de la période commençant le 9 février 2017 et se terminant cinq (5) ans après la date d'octroi du contrat;
- 1.1.2. « **investissement admissible** » – lorsqu'il est question de contributions en espèces, un investissement admissible désigne un paiement à, ou l'achat d'un intérêt minoritaire dans les actions ordinaires ou les actions privilégiées de, une entreprise canadienne. L'achat de débentures ou l'octroi d'un prêt remboursable ne sont pas admissibles. Dans le cas d'une contribution en nature, un investissement admissible désigne : une licence autorisant l'utilisation de matériel sous licence (propriété intellectuelle); de l'équipement (équipement, logiciels ou systèmes permettant de développer des biens et services nouveaux ou améliorés); un transfert de connaissances (prêts d'employés pouvant faire profiter l'entreprise de leur « savoir-faire » dans les domaines de la technique ou de la gestion); ou un soutien aux ventes ou au marketing (prêt d'employés qui mèneront des activités de marketing ou de ventes ou qui feront profiter l'entreprise de leurs contacts ou renseignements; ou encore, une licence permettant d'utiliser une marque ou des marques de commerce);
- 1.1.3. « **entreprise canadienne** » s'entend d'une entreprise commerciale qui est constituée en vertu des lois du Canada et qui exerce des activités commerciales continues au Canada;
- 1.1.4. « **capital investi** » désigne la valeur totale des actions émises d'une entreprise, à laquelle est ajoutée la valeur associée aux instruments pouvant être convertis en actions. Pour les sociétés cotées en bourse, cette valeur correspond au nombre total d'actions émises multiplié par le prix du marché, additionné de la valeur réelle nette des instruments financiers dérivés, selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. Pour les sociétés fermées, il s'agit du nombre total d'actions émises multiplié par leur prix de vente le plus récent, additionné de la valeur réelle nette des instruments financiers dérivés, selon les principes comptables généralement reconnus au Canada;

- 1.1.5. « **activité de commercialisation** » désigne un processus grâce auquel une valeur économique est attribuée à la connaissance, par la production et la vente de produits et services nouveaux ou considérablement améliorés. Il peut également s'agir de publicité, de promotion des ventes et d'autres activités de marketing. Les activités de commercialisation particulières sont les suivantes : planification commerciale, études de faisabilité liées au projet, détermination des besoins des clients, prospection de marchés et tests, recherche fondamentale et appliquée, développement expérimental, analyse de la rentabilité et financement, et publicité de lancement;
- 1.1.6. « **engagement(s)** » désigne les engagements particuliers de l'entrepreneur en relation avec ses activités dans sa proposition de valeur et les plans et transactions connexes, comme l'indique l'annexe A;
- 1.1.7. « **crédit** » s'entend du montant, exprimé en valeur du contenu canadien (VCC), qui est associé à une transaction, achevée en totalité ou en partie, comme le confirme un avis écrit de l'autorité des RIT. Toutes les transactions sont assujetties à un processus annuel de production de rapports et de vérification avant l'octroi des crédits;
- 1.1.8. « **secteur de la défense** » regroupe les entreprises qui fabriquent et livrent des produits et des services utilisés dans les applications publiques de défense et de sûreté, notamment : i) systèmes électro-optiques, de radar et de sonar et autres systèmes de détecteurs et de collecte d'information, systèmes d'alerte, de contrôle de tir et de contre-mesure de tir et composantes, principalement terrestres ou portables par l'homme ou non spécifiques à une plateforme; ii) systèmes de communication et de navigation et autres systèmes d'information (y compris les systèmes de traitement et de diffusion), logiciels, électroniques et composantes, principalement terrestres, portables par l'homme ou non spécifiques à une plateforme; iii) systèmes de simulation pour véhicules terrestres ou systèmes au sol. L'annexe E contient une définition détaillée de chacune de ces catégories;
- 1.1.9. Par « **régions désignées du Canada** », on entend les régions suivantes, qui ont été désignées par le gouvernement du Canada à des fins socio-économiques : la région de l'Atlantique (soit les provinces de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse); la région du Québec (soit la province de Québec); la région du Nord de l'Ontario (constituée de la partie de la province de l'Ontario située au nord des districts de Nipissing et de Parry Sound, y

compris ces deux districts); la région du Sud de l'Ontario (constituée de la partie de la province de l'Ontario située au sud des districts de Nipissing et de Parry Sound); la région de l'Ouest (soit les provinces du Manitoba, de l'Alberta, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique) et la région du Nord (soit les Territoires du Nord-Ouest, le Yukon et le Nunavut);

- 1.1.10. « **Transaction directe** » désigne une transaction qui a été conclue pour l'exécution de toute partie des travaux visés par le présent contrat (comme il est précisé dans *[insérer l'endroit où se trouvent l'énoncé des travaux et les activités connexes]*);
- 1.1.11. « **Donateur admissible** » désigne la société mère de l'entrepreneur, et ses filiales, divisions et subdivisions, ainsi que les fournisseurs de premier niveau de l'entrepreneur qui sont chargés de réaliser les travaux prévus au présent contrat, de même que leur société mère respective et toutes les filiales, divisions et subdivisions de la société mère. Se reporter à l'article 8.1.4.
- 1.1.12. « **Transaction combinée** » désigne une transaction directe qui compte plus d'un bénéficiaire. Les transactions combinées ne peuvent inclure que des activités comprenant l'achat de biens auprès de fournisseurs canadiens affichant des caractéristiques similaires en ce qui concerne les produits, la taille ou la région, spécification du contenu régional et de petite ou moyenne entreprise, et dont la valeur du contenu canadien (VCC) ne dépasse pas 10 pour cent de la valeur totale de l'obligation décrite à l'article 3.1.1;
- 1.1.13. « **Transaction indirecte** » désigne une transaction mise en œuvre dans le cadre d'une activité commerciale qui n'est pas liée à l'exécution d'une partie des travaux visée par le présent contrat;
- 1.1.14. « **évaluation pour contribution en nature** » désigne une évaluation, qui est satisfaisant à l'autorité des RIT, faite par une partie qualifiée qui détient une désignation d'expert en évaluation d'entreprises ou une autre désignation similaire acceptable. Les rapports d'évaluation contiendront (a) une déclaration de la partie qualifiée concernant sa compétence et sa conformité aux normes propres à sa désignation professionnelle; et (b) une évaluation détaillée de la contribution en nature proposée, y compris les hypothèses à l'appui. L'entrepreneur, ou un donateur admissible, assume tous les coûts associés à l'obtention du rapport d'évaluation pour contribution en nature;

- 1.1.15. « **propriété intellectuelle** » désigne, aux fins des présente modalités relatives aux RIT, les brevets, inventions, marques de commerce, articles protégés par le droit d’auteur, dessins industriels, secrets commerciaux, information technique et autres articles assimilables qui appartiennent à une entreprise ou dont elle a la jouissance par l’octroi d’une licence;
- 1.1.16. « **autorité des RIT** » désigne le ministre de l’Innovation, des Sciences et du Développement économique ou toute autre personne désignée par lui pour agir en son nom. L’autorité des RIT est chargée d’évaluer, d’accepter, de contrôler, de vérifier et de créditer les RIT, ainsi que d’évaluer le rendement de l’entrepreneur en matière de RIT dans le cadre des présente modalités relatives aux RIT;
- 1.1.17. « **obligation** » désigne chacun des obligations contractuelles de l’entrepreneur, selon l’article 3, qui sont collectivement dénommés les obligations;
- 1.1.18. « **dépassement** » désigne la différence positive entre les crédits accordés à l’entrepreneur pour une transaction exécutée pendant la période de réalisation et à valeur d’origine au titre de cette transaction;
- 1.1.19. « **plans** » désignent les plans préparés par l’entrepreneur et qui, par renvoi, font partie du présent contrat, soit le plan d’activités de l’entreprise, le plan de gestion des RIT, le plan de développement régional et le plan de développement des petites et moyennes entreprises, tous datés du XXX et portant le numéro de référence XXX;
- 1.1.20. « **établissement d’enseignement postsecondaire** » désigne une institution ou une autre entité organisationnelle au Canada qui participe à l’élaboration et à la prestation d’activités de formation scolaire et à l’attribution d’attestations d’études aux personnes dont l’exigence d’admissibilité normale est un diplôme d’études secondaires.
L’établissement devrait être accessible à la population, être reconnu par une province ou le Programme canadien de prêts aux étudiants et offrir des programmes menant à des diplômes reconnus par le milieu universitaire au Canada;
- 1.1.21. « **proposition** » désigne la proposition faite par l’entrepreneur le (*date*), sous le numéro de référence (*xxx*);
- 1.1.22. « **institut de recherche public** » désigne un organisme fédéral ou provincial au Canada qui participe à des activités de recherche, de

formation en recherche et à des activités connexes au Canada; a comme objectif principal d'effectuer de la recherche, de mener des examens par les pairs et de diffuser les résultats au moyen de la publication, du transfert des technologies ou de la formation; et est financé principalement par des ressources publiques et a des processus, des systèmes, des procédures et des contrôles établis pour assurer l'atteinte des objectifs publics;

1.1.23. « **bénéficiaire** » désigne l'entreprise ou organisation canadienne qui reçoit, de l'entrepreneur ou donateur admissible, l'activité décrite dans une transaction.

1.1.24. « **période de rapport** » désigne chacune période de douze mois, à l'intérieur de la période de réalisation, sur lesquelles porteront les rapports de l'entrepreneur. Nonobstant ce qui précède, la première période de rapport peut comprendre plus de 12 mois en ce qu'elle commence à la première journée de la période de réalisation et se termine le dernier jour du douzième mois après la date d'entrée en vigueur du contrat. Les périodes de rapport subséquentes suivront par augmentations annuelles consécutives, jusqu'à un an après la période de réalisation;

1.1.25. « **activité de recherche et développement (R-D)** » : désigne une étude scientifique qui porte sur le développement de nouveaux biens et services, sur de nouveaux intrants à la production, sur de nouvelles méthodes de production ou sur de nouvelles façons d'exploiter ou de diriger des organisations dans le secteur de marché de la défense (voir l'article 1.1.8). Les activités propres à la recherche et au développement comprennent ce qui suit : tests/mesures/analyses normalisés; rapport découlant des tests/mesures/analyses effectués; projets de développement d'une méthode d'analyse thermomécanique particulière; conception/génie concernant des produits/processus; projet de développement d'une technologie/d'un processus/d'un produit sur mesure; études de faisabilité et évaluations connexes; projets de recherche appliquée pour de nouveaux concepts de produits, de nouvelles plateformes technologiques et de nouveaux tests et de nouvelles mesures et analyses; recherche scientifique fondamentale permettant de mieux comprendre un nouveau phénomène; recherche visant à faire avancer les connaissances scientifiques avec ou sans application pratique en vue; soutien au génie, à la conception, à la recherche sur les opérations, à l'analyse mathématique, à la programmation, à la collecte de données, aux tests ou à la recherche. Des activités de recherche et développement sont exclus tous les travaux définis comme transactions directes en ce qui concerne notamment le soutien d'études techniques et d'ingénierie (SETI);

- 1.1.26. « **produits semi-transformés** » désignent les produits qui sont transformés à partir de matières premières à l'état naturel, au moyen d'une méthode spécialisée, afin de les rendre prêts à l'emploi ou à l'assemblage pour former un produit final;
- 1.1.27. « **insuffisance** » désigne la différence négative entre les crédits accordés à l'entrepreneur pour une transaction exécutée pendant la période de réalisation et la valeur d'origine au titre de cette transaction;
- 1.1.28. « **petite ou moyenne entreprise** » ou « **PME** » désigne une entreprise canadienne ayant moins de 250 employés à plein temps au moment où elle conclut une transaction. Les agents et distributeurs de produits et services étrangers, ainsi que les filiales de l'entrepreneur ou d'un donateur admissible à un contrat comprenant des obligations de RIR/RIT, ne sont pas considérés comme des PME;
- 1.1.29. « **développement des sources d'approvisionnement** » s'entend du fait que l'entrepreneur ou un donateur admissible conclut des transactions avec des entreprises canadiennes qui n'a aucune relation avec leur société mère ou les filiales;
- 1.1.30. « **fournisseur de premier niveau** » désigne une entreprise qui prend en charge une part précise des travaux de l'entrepreneur principal visés par le présent contrat, pour produire ou fournir des sous-ensembles majeurs ou des composants principaux installés ou utilisés dans la plateforme ou le système acquis dans le cadre du présent contrat;
- 1.1.31. « **Transaction** » désigne une activité commerciale impliquant, l'entrepreneur ou un donateur admissible et un bénéficiaire, mise en œuvre au moyen d'un contrat, y compris une commande, un contrat de vente, un contrat de licence, une lettre d'accord ou un autre document écrit analogue, et qui a une valeur pécuniaire précise. Une transaction respecte tous les critères d'admissibilité, correspondre aux exigences des modalités en ce qui a trait aux types d'évaluation et de transactions et a été officiellement acceptée, par écrit, par l'autorité des RIT;
- 1.1.32. « **proposition de valeur** » désigne la partie des engagements et transactions qui, en même temps que toute autre information, a été intégrée à la proposition au moment de la soumission; et,

- 1.1.33. « **Mandat de produit mondial** » désigne un achat de produits ou de services d'une entreprise canadienne quand elle implique une relation d'approvisionnement à long terme entre l'entrepreneur ou un donateur admissible et une entreprise canadienne aux termes de laquelle l'entreprise canadienne est légalement autorisée à mener, pour en assumer l'entière responsabilité, des activités particulières, dont la conception, le développement, la fabrication et le marketing, qui sont liés à la fourniture de produits, de composants, de modules ou de services destinés aux marchés national et international.

2. OBJECTIFS DU CANADA EN MATIÈRE DE RIT

- 2.1. Le gouvernement canadien est responsable de mettre en place des programmes et des politiques grâce auxquels l'investissement considérable dans les produits et services associés à la défense apportera à l'industrie canadienne des bienfaits économiques à long terme et de grande valeur; il doit également fixer différents objectifs en matière de RIT, notamment :
- 2.1.1. le développement économique du secteur canadien de la défense et son soutien prolongé, grâce à l'optimisation des occasions d'affaires au Canada qui impliquent de travailler directement à l'approvisionnement et, plus largement, de travailler dans le secteur de la défense.
 - 2.1.2. l'augmentation de la productivité et de la compétitivité chez les fournisseurs établis au Canada, grâce à la création d'authentiques occasions de croissance et d'intégration dans la chaîne d'approvisionnement des grands fournisseurs de systèmes à l'échelle mondiale;
 - 2.1.3. le renforcement de l'innovation et de la R-D en territoire canadien, de manière à permettre à nos entreprises de mieux se positionner dans la chaîne de valeur, de saisir des occasions d'affaires et de profiter de possibilités ultérieures de commercialisation;
 - 2.1.4. la réussite d'entreprises canadiennes dans les marchés d'exportation conventionnels et non conventionnels ouverts grâce aux projets, en vue d'une création d'emplois et d'une croissance à long terme;
 - 2.1.5. la promotion de la participation des entreprises canadiennes dans les régions désignées du Canada, en vue d'une amélioration à long terme de leur capacité, de leur compétitivité internationale et de leur potentiel de croissance;

- 2.1.6. la promotion de la participation des PME canadiennes comme fournisseurs pour les gros achats fédéraux et l'augmentation de leur compétitivité et de leur accès aux marchés d'exportation.

3. ÉNONCÉ DES OBLIGATIONS

- 3.1. L'entrepreneur doit, d'ici la fin de la période de réalisation :

- 3.1.1. atteindre au moins 100 pour cent *(ou, si elle est plus élevée, la valeur totale de toutes les transactions mentionnées dans sa proposition)* de la valeur du contrat en VCC, sous forme de transactions, comme le précise l'annexe A, mis à jour de temps à autre;
- 3.1.2. assumer les engagements suivants, en matière de proposition de valeur:
- 3.1.2.1. atteindre au moins xx pour cent du prix du contrat *(insérer le pourcentage mentionné dans la proposition de l'entrepreneur ainsi que, le cas échéant, au moins 70 pour cent)* en VCC sous forme de transactions directes;
- 3.1.2.2. atteindre au moins xx pour cent du prix du contrat *(insérer le pourcentage mentionné dans la proposition de l'entrepreneur)* en VCC sous forme de transactions comportant de la recherche et du développement et, plus précisément :
- 3.1.2.2.1. atteindre au moins xx pour cent du prix du contrat *(insérer le pourcentage mentionné dans la proposition de l'entrepreneur)* en VCC sous forme de transactions comportant de la recherche-développement avec des entreprises canadiennes;
- 3.1.2.2.2. atteindre au moins xx pour cent du prix du contrat *(insérer le pourcentage mentionné dans la proposition de l'entrepreneur)* en VCC sous forme de transactions comportant de la recherche-développement avec des établissements d'enseignement postsecondaire ou des instituts de recherche publics;
- 3.1.2.3. atteindre au moins xx pour cent du prix du contrat *(insérer le pourcentage mentionné dans la proposition de l'entrepreneur qui*

ne doit pas être de moins de 15 pour cent) en VCC sous forme de transactions avec de petites et moyennes entreprises.

- 3.1.3. réaliser des transactions dans les régions du Canada mentionnées à l'annexe A, dans des proportions d'au moins :

[Remarque : Les pourcentages mentionnés ci-dessous varient en fonction de la VCC des transactions mentionnée dans la proposition, après division par le prix du contrat, lors de l'adjudication de celui-ci. Les pourcentages ne changeront pas pour la durée du contrat, mais l'équivalent en dollars pourrait varier si des modifications sont apportées au prix contractuel.]

- 3.1.3.1. Atlantique : xx pour cent
- 3.1.3.2. Québec : xx pour cent
- 3.1.3.3. Nord de l'Ontario : xx pour cent
- 3.1.3.4. Sud de l'Ontario : xx pour cent
- 3.1.3.5. Ouest : xx pour cent
- 3.1.3.6. Nord : xx pour cent

- 3.1.4. présenter à l'autorité des RIT les projets de nouvelles transactions proposées selon le calendrier suivant :

- 3.1.4.1. dans l'année suivant la date d'entrée en vigueur du contrat, suffisamment de transactions pour que leur total cumulatif atteigne au moins 60 pour cent du prix du contrat, mesuré en VCC, y compris les options levées;
- 3.1.4.2. dans les trois années suivant la date d'entrée en vigueur du contrat et pour chaque année supplémentaire visée par l'exercice d'une option, suffisamment de transactions pour que leur total cumulatif atteigne au moins 100 pour cent du prix du contrat, mesuré en VCC, y compris les options levées;

- 3.1.5. Mener à bien chacune des transactions conformément à la liste des transactions jointes à l'annexe A, telle que modifiée de temps à autre.

- 3.1.6. L'entrepreneur présentera dans son rapport annuel un résumé des réalisations par rapport aux obligations de sa proposition de valeur à l'article 3.1.2 en fonction du calendrier suivant :

- 3.1.6.1. deux (2) ans après la date d'octroi du contrat, de sorte que les réalisations cumulées par rapport aux obligations de la proposition de valeur se montent à au moins 35 pour cent des obligations totales;
 - 3.1.6.2. quatre (4) ans après la date d'octroi du contrat, de sorte que les réalisations cumulées par rapport aux obligations de la proposition de valeur se montent à au moins 75 pour cent des obligations totales.
 - 3.1.7. à la fin de la période de réalisation, de sorte que les réalisations cumulées par rapport aux obligations de la proposition de valeur se montent à au moins 100 pour cent des obligations totales.
- 3.2. L'entrepreneur doit soumettre à l'autorité des RIT, par l'entremise de l'autorité contractante, des rapports annuels fondés sur les résultats obtenus au cours de chacune période de rapport pertinente. Ces rapports doivent être présentés soixante (60) jours civils après la fin de la période des rapports. L'entrepreneur doit utiliser le format et le modèle électronique fourni par l'autorité des RIT, comme décrits à l'article 4 (Rapports annuels).
 - 3.2.1. Pour prouver qu'il a respecté les obligations et les dispositions de la *Loi sur le lobbying*, l'entrepreneur doit fournir, en annexe au rapport annuel, un certificat de conformité semblable à celui qui figure à l'annexe C; ce certificat doit être signé par le contrôleur général de l'entreprise et porter sur les transactions survenues au cours de la période de rapport. Le certificat de conformité s'applique aussi aux réalisations et activités des autres donateurs admissibles.

4. RAPPORTS ANNUELS

- 4.1. Chaque rapport annuel doit comprendre cinq parties, comme il est indiqué ci-dessous et dans le modèle ci-joint à l'annexe C.
 - 4.1.1. La partie A doit comprendre :
 - 4.1.1.1. un aperçu et l'état des travaux du projet :
 - vue d'ensemble des travaux réalisés au cours de la période des rapports, de leurs points saillants et des modifications apportées à l'échéancier
 - 4.1.1.2. les acomptes versés :
 - liste des demandes d'acomptes présentées à l'autorité contractante pour les travaux terminés depuis l'entrée en vigueur du contrat

(ventilée par période de rapport et incluant le montant, la date de soumission et l'état des paiements)

4.1.1.3. les plans :

- description de toute modification apportée aux plans, y compris à l'échelle des dirigeants de l'entreprise qui sont chargés de la gestion de l'obligation

4.1.1.4. un aperçu de la proposition de valeur :

- description détaillée de chacun des engagements de l'entrepreneur en matière de proposition de valeur, activités connexes réalisées durant la période couverte par le rapport et sommaire cumulatif de l'état des travaux pour chaque engagement

4.1.2. La partie B doit comprendre, pour chaque transaction déclarée :

- 4.1.2.1. une mise à jour sur toute modification apportée aux détails de la transaction, comme le pourcentage de VCC ou les coordonnées de l'entreprise destinataire;
- 4.1.2.2. une description des réalisations et activités importantes, particulièrement pour les transactions auxquelles des multiplicateurs ont été appliqués;
- 4.1.2.3. une description de tout retard ou problème ou de toute lacune dans l'atteinte des résultats, ainsi qu'un plan d'action pour résoudre les problèmes.

4.1.3. La partie C doit comprendre, pour chaque transaction déclarée :

- 4.1.3.1. la VCC de la réalisation demandée pour la période de rapport en cours.

4.1.4. La partie D doit comprendre, pour chaque transaction déclarée :

- 4.1.4.1. la VCC de la réalisation demandée à ce jour dans toutes les périodes de rapport depuis le début de la période de réalisation.

4.1.5. La partie E doit comprendre :

- 4.1.5.1. les activités de développement des petites et moyennes entreprises et des régions :

- aperçu des activités entamées pendant la période de rapport et de leurs points saillants;
- 4.1.5.2. les transactions annulées, ajoutées ou modifiées :
- liste des transactions qui ont été annulées, ajoutées ou sensiblement modifiées durant la période de rapport avec l'approbation de l'autorité des RIT et état de la modification du contrat les concernant;
- 4.1.5.3. un certificat de conformité concernant les réalisations de l'entrepreneur et sa conformité avec la *Loi sur le lobbying*; il doit être signé par le contrôleur principal de l'entreprise et porter sur les transactions ayant donné lieu à des activités au cours de la période de rapport. Le certificat doit se rapporter également à tous les donateurs admissibles.

5. MODIFICATIONS AU PRIX DU CONTRAT

- 5.1. En cas de diminution ou d'augmentation du prix du contrat, les obligations de l'entrepreneur, aux termes de l'article 3.1, sont soit diminuées, soit augmentées en conséquence.
- 5.2. Si le prix du contrat augmente après la troisième année suivant la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur soumettra à l'autorité des RIT des transactions équivalant à 100 pour cent de l'augmentation, mesurée en VCC, dans l'année suivant la date de l'augmentation.

6. DEPASSEMENT D'ENGAGEMENTS

- 6.1. Pour toute transaction donnée, l'entrepreneur peut obtenir des crédits supérieurs à la valeur d'origine de la transaction. Le montant du dépassement peut compenser une insuffisance dans une autre transaction prévue dans le contrat ou peut être utilisé pour atteindre les paliers mentionnés à l'article 3, pour autant que les engagements pertinents régionaux et ceux envers les petites et moyennes entreprises aient été réalisés. Dans ces cas, il faut toutefois obtenir l'approbation préalable écrite de l'autorité des RIT.

7. TYPES DE TRANSACTIONS

- 7.1. LES TRANSACTIONS SONT DE DEUX TYPES : DIRECTES ET INDIRECTES.
- 7.2. UNE TRANSACTION PEUT COMPORTER L'ACHAT DE PRODUITS OU DE SERVICES D'UN FOURNISSEUR CANADIEN. DANS CE CAS, ON CALCULE LES CRÉDITS EN ÉTABLISSANT LA VCC DES ACHATS, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 9.
 - 7.2.1. Transactions liées aux petites et moyennes entreprises : Il s'agit de transactions dont une PME est le bénéficiaire; le produit ou le service de la PME comporte une VCC d'au moins soixante-dix (70) pour cent et les crédits correspondants sont octroyés de la manière suivante :
 - 7.2.1.1. La partie de la VCC de la transaction égale ou inférieure à 1 000 000 \$ sera réputée avoir 100 pour cent de VCC à des fins de rapport et de vérification;
 - 7.2.1.2. Pour toute partie de la VCC de la transaction qui dépasse 1 000 000 \$, on utilise la VCC réelle établie selon la formule de l'article 9.
 - 7.2.2. Mandat de produit mondial : Une transaction qui comportant un mandat de produit mondial et qu'à ce produit est affectée une VCC de soixante-dix (70) pour cent ou plus, la VCC sera réputée être de 100 pour cent aux fins des rapports et des vérifications.
- 7.3. Une transaction peut également comprendre un investissement admissible en sol canadien.
 - 7.3.1. La pleine VCC de toute transaction comportant un investissement admissible, qu'il s'agisse de l'investissement original ou de crédits découlant de multiplicateurs ou de ventes futures, fait partie des obligations. Si l'entrepreneur ne réussit pas à conclure ce type d'une transaction, la VCC totale de l'engagement à la valeur multipliée, sera atteinte au moyen d'autres transactions, comme il est indiqué à l'article 15, Modifications de transactions.
 - 7.3.2. Les exigences particulières et les démarches d'évaluation des crédits, selon les différents types de transactions d'investissement admissible, sont énoncées ci-dessous.

7.3.3. *Transactions avec des établissements d'enseignement postsecondaire et des instituts de recherche publics*

7.3.3.1. Un multiplicateur de 5 s'applique aux crédits découlant de transactions avec des investissements dans des établissements d'enseignement postsecondaire et des instituts de recherche publics, à la condition qu'elles comprennent : une contribution en espèces à des institutions d'enseignement postsecondaire en vue de la recherche ou de la création d'une chaire; un investissement dans le développement de compétences en technologie de pointe dans un établissement d'enseignement postsecondaire public; ou, dans la recherche collaborative avec des instituts de recherche publics.

7.3.4. *Transactions avec des consortiums*

7.3.4.1. Une transaction peut comprendre un investissement admissible dans un consortium, à la condition :

- que l'entrepreneur ou un donateur admissible puisse y participer;
- qu'au moins une entreprise canadienne puisse y participer; et,
- qu'au moins une institution d'enseignement postsecondaire ou un institut de recherche public puisse y participer.

7.3.4.2. Les crédits sont établis de la manière suivante :

- Dans un premier temps, on calcule la valeur initiale, soit la somme des éléments suivants :
 - La valeur des contributions en espèces versées par l'entrepreneur ou un donateur admissible au consortium et la valeur des contributions en espèces des autres participants admissibles, jusqu'à concurrence du montant de la contribution de l'entrepreneur ou un donateur admissible, manifestement obtenues grâce à la participation de l'entrepreneur ou un donateur admissible au consortium. L'entrepreneur ou un donateur admissible doit démontrer comment sa participation est à l'origine de celle des autres participants.
- Une fois la valeur initiale établie, elle sera multipliée de 5 (5).
- La valeur de toute contribution en nature est ensuite ajoutée en fonction de l'évaluation pour contribution en nature. Les

contributions en nature ne sont pas admissibles à un multiplicateur.

- Les éléments suivants ne sont pas admissibles à un crédit :
 - Les contributions versées au consortium par des établissements d'enseignement postsecondaire ou des instituts de recherche publics;
 - Les contributions directes versées au consortium par tous les ordres de gouvernement.

7.3.4.3. Autres critères

- Les investissements combinés totaux d'entreprises autres que canadiennes ne peuvent dépasser cinquante (50) pour cent de l'investissement total versé dans le consortium.
- Si un donateur admissible participe au même consortium que l'entrepreneur, des feuilles de transaction distinctes décrivant la participation de l'entrepreneur et celle du donateur dans le consortium doivent être présentées. L'entrepreneur et le donateur admissible ne peuvent demander que les crédits associés aux contributions qu'ils ont mises à profit dans le consortium.

7.3.5. *Transactions du cadre d'investissement (CI)*

7.3.5.1. Une transaction peut comprendre une contribution à long terme associée à l'innovation dans une PME canadienne. Les transactions du cadre d'investissement doivent se conformer aux critères suivants :

- L'investissement doit être lié à des activités de recherche et développement (R-D) et/ou à des activités de commercialisation au Canada;
- L'investissement doit être réalisé dans une PME canadienne, par l'entrepreneur ou un donateur admissible. Aux fins d'une transaction du cadre d'investissement, l'entrepreneur/donateur admissible et l'entreprise bénéficiaire destinataire ne peuvent pas être la même entreprise;

- L'investissement doit répondre aux critères d'admissibilité des transactions énoncés à l'article 8;
- Il doit s'agir d'un investissement admissible;
- L'activité du CI doit être d'une durée d'au moins cinq (5) années consécutives, à partir de la date à laquelle l'investissement est effectué;
- Un plan d'activités doit être soumis à l'autorité des RIT, dans une forme à celle qui figure à l'annexe D.

7.3.5.2. Calcul des crédits :

- Les investissements en espèce admissibles seront évalués tels quels. Les investissements en nature admissibles doivent être soumis à une évaluation pour contribution en nature.
- Les multiplicateurs de crédit suivants s'appliqueront à la valeur de l'investissement admissible :
 - Contribution en espèce pour des activités de R-D ou licence d'utilisation d'un article de propriété intellectuelle (PI) – multiple de 9
 - Contribution financière pour l'achat, ou le transfert, d'équipement – multiple de 7
 - Contribution non financière sous forme de transfert de connaissances ou de soutien aux ventes ou au marketing – multiple de 4
- Le montant total des crédits associés aux transactions du CI ne peut dépasser vingt-cinq (25) pour cent de la valeur totale de l'obligation, comme le précise l'article 3.1.1.

7.3.5.3. Échéancier d'octroi des crédits :

- 50 pour cent immédiatement, une fois l'investissement admissible effectué conformément au plan d'activités, puis signalé à l'autorité des RIT et vérifié par cette dernière; 50 pour cent répartis sur les années restantes de la transaction, après la remise des rapports annuels exigés.

- Pour que les crédits soient octroyés annuellement, l'investissement doit profiter à la PME pendant au moins cinq (5) années consécutives et doit être utilisé aux fins décrites dans le plan d'activités.

7.3.6. Transactions liées aux investissements généraux

7.3.6.1. Une transaction peut également prendre la forme d'un investissement admissible général dans une entreprise canadienne pour ses fins commerciales.

7.3.6.2. Les crédits sont établis de la manière suivante :

- Les crédits sont basés sur la VCC des ventes futures réalisées par l'entreprise bénéficiaire de l'investissement admissible.
 - Les ventes futures admissibles sont limités à ceux qui ne sont pas associés au présent contrat et ceux dont on ne tient pas compte dans le calcul des crédits pour retombées industrielles et régionales (RIR) ou des crédits de retombées industrielles et technologiques (RIT) pour tout autre contrat ou entente.
 - Le crédit pour les ventes futures sera établi au prorata en multipliant le montant des ventes applicables par le ratio d'investissement admissible de l'entrepreneur dans l'entreprise bénéficiaire par rapport : i) à la capitalisation de celle-ci au moment de l'investissement (dans le cas de l'achat d'actions sans contrôle) ou ii) au total combiné des contributions versées par toutes les parties intéressées (dans tous les autres cas).
- Pour un investissement admissible en espèces, l'entrepreneur se verra également octroyer un crédit pour le montant de l'investissement en soi, lorsque les résultats des ventes futures du bénéficiaire dépasseront le montant de l'investissement initial admissible.
- Pour un investissement en nature admissible, l'entrepreneur se verra également octroyer un crédit pour le coût raisonnable du transfert, comme déterminé par l'autorité des RIT, lorsque les résultats des ventes futures du bénéficiaire dépasseront le montant

de ce coût. Les frais de transfert raisonnables comprennent le coût de la formation et des infrastructures nécessaires pour exploiter la technologie. Aucun crédit n'est octroyé au titre de la valeur de l'investissement admissible en nature.

- 7.3.6.3. L'investissement admissible doit demeurer dans l'entreprise bénéficiaire canadienne pendant au moins trois (3) ans à compter de la date de placement des fonds dans l'entreprise. En cas de non-respect de cette disposition, tous les crédits approuvés pour la transaction sont immédiatement récupérés.
- 7.3.6.4. Le capital servant à l'acquisition d'une entreprise canadienne qui est considérée comme une « entreprise en exploitation » ne constitue pas un investissement admissible aux fins de crédit de RIT. Si l'investissement vise une entreprise canadienne qui est insolvable ou qui fait ou a déjà fait usage des lois canadiennes sur la faillite ou de toute autre loi touchant les droits des créanciers, il peut être pris en compte aux fins des RIT.
- 7.3.6.5. Les transactions liées aux investissements admissibles généraux sont évaluées en fonction des critères suivants :
- Elles contribuent à la création d'une capacité qui n'existe pas encore au Canada;
 - Elles favorisent la création de coentreprises avec des entreprises canadiennes, ce qui contribuera à la viabilité à long terme de celles-ci et augmentera leurs ventes;
 - Elles n'entraînent pas de surcapacité ou de fermetures d'entreprises existantes ni la diminution du chiffre d'affaires prévu des entreprises canadiennes.
- 7.3.6.6. Les contributions en nature qui sont liées à la technologie et au transfert de compétences doivent viser des technologies et des compétences qui sont exclusives, actuelles, complètes et exploitables et comprendre les permis et l'assistance nécessaires pour que l'entreprise canadienne bénéficiaire soit en mesure de contribuer à la conception, au perfectionnement et à la fabrication de produits ou de processus et soit présente dans les marchés nationaux et étrangers. À la demande de l'autorité des RIT, l'entrepreneur ou un donateur admissible doit fournir l'entente de licence conclue avec le bénéficiaire canadien.

7.3.7. Transactions avec des fonds de capital-risque (FCR)

7.3.7.1. Ce type de transaction intervient quand un entrepreneur ou un donateur admissible investit dans un fonds de capital-risque. Un FCR regroupe des investissements destinés à favoriser la croissance de petites entreprises canadiennes et sa gestion est confiée à un tiers indépendant.

7.3.7.2. Critères à respecter :

- Un FCR est un organisme de gestion des investissements et ce peut être notamment une banque, une société de fiducie ou une société de placement. Les FCR doivent être inscrits pour exercer leurs activités et leur gestion doit être canadienne.
- Une forte proportion des activités d'investissement d'un FCR se fera auprès de petites entreprises qui s'occupent du développement, de la fabrication ou de la commercialisation de produits ou de services de technologie de pointe dans l'un ou plusieurs des secteurs suivants :
 - Sciences de la vie (biotechnologie, matériel médical et médicaments)
 - Santé
 - Matériaux de pointe
 - Fabrication de pointe
 - Environnement
 - Technologies de l'information et des communications
 - Aérospatiale et défense
- Les petites entreprises bénéficiaires des investissements d'un FCR doivent être des sociétés fermées et compter au plus 50 employés (secteur des services) ou au plus 100 employés (secteur de la fabrication) au début de l'investissement. Lorsqu'une petite entreprise atteint le stade du premier appel public à l'épargne, l'autorité des RIT n'accordera aucun autre crédit pour d'autres investissements effectués dans cette entreprise par un FCR.
- Les investissements initiaux par le gestionnaire du FCR, y compris les co-investissements, dans les petites entreprises admissibles, ne peuvent pas dépasser un million de dollars.

7.3.7.3. Les crédits sont établis de la manière suivante :

- En ce qui concerne les investissements dans un FCR, le multiplicateur est de 5. Les crédits, pour la contribution initiale, sont accordés au moment du dépôt dans le fonds par l'entrepreneur ou un donateur admissible. Les crédits restants sont disponibles lorsque le gestionnaire du FCR affecte les fonds à une petite entreprise canadienne, comme indiqué ci-dessus.
- Ils doivent y demeurer pendant au moins trois (3) ans à compter de la date de placement. En cas de non-respect de cette disposition, tous les crédits approuvés pour la transaction sont immédiatement récupérés.
- Le crédit maximal après multiplication, pour ce type d'investissement, ne peut dépasser 5 pour cent de la valeur de l'obligation, comme le précise l'article 3.1.1.

8. CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ DES TRANSACTIONS

8.1. L'autorité des RIT analyse chaque transaction proposée au regard des critères d'admissibilité suivants :

8.1.1. **Causalité** — Chaque transaction doit être attribuable soit à l'entrepreneur, soit à un donateur admissible, et découler en partie d'une obligation en matière de RIT ou de retombées industrielles et régionales actuelle ou prévue à l'égard du Canada. Elle ne doit pas être une transaction que l'on aurait probablement conclue en l'absence présente ou future d'une telle obligation. La causalité peut être démontrée pour un projet précis ou, de façon plus vaste, pour les obligations globales d'une entreprise.

8.1.1.1. L'entrepreneur ou le donateur admissible doit démontrer la causalité en fournissant un énoncé détaillé à ce sujet dans le modèle de fiche de transaction de l'annexe B. On y décrit les étapes et les échéances liées à la décision en ce qui a trait à une activité commerciale et on indique clairement un lien entre les étapes et la décision relative à l'activité commerciale et à la politique canadienne sur les RIR ou les RIT.

- 8.1.1.2. L'entrepreneur ou le donateur admissible doit aussi prouver la causalité, pour appuyer l'énoncé détaillé mentionné à l'article 8.1.1.1. L'annexe B contient un modèle de certification.
- 8.1.2. **Calendrier** – Les transactions doivent être mises en œuvre pendant la période de réalisation.
- 8.1.2.1. Les transactions qui sont déterminées après la date d'entrée en vigueur du contrat ne doivent viser que des travaux effectués après la date de présentation de la transaction à l'autorité des RIT.
- 8.1.3. **Effet d'accroissement** – Les transactions doivent porter sur de nouveaux travaux effectués au Canada.
- 8.1.3.1. Si une transaction indirecte nécessite que l'entrepreneur ou le donateur admissible achète des produits ou services d'un fournisseur canadien actuel, la méthode incrémentielle de calcul des crédits s'applique, soit :
- Une moyenne triennale des achats précédents est calculée, en fonction des trois années précédant immédiatement la date de présentation de la transaction à l'autorité des RIT;
 - Les crédits sont accordés uniquement pour les achats excédant la moyenne triennale, dans chacune des périodes de déclaration.
- 8.1.3.2. La méthode incrémentielle de calcul décrite à l'article 8.1.3.1 **ne s'applique pas** lorsque le produit ou le service acheté dans le cadre de la transaction :
- comprend une transaction directe;
 - diffère considérablement de ce qui a été acheté auparavant;
 - vise une autre utilisation (vente sur le marché, application, etc.), par rapport à ce qui avait été acheté auparavant;
 - comprend un processus concurrentiel pour sélectionner de nouveau le fournisseur canadien.
- 8.1.3.3. L'entrepreneur ou le donateur admissible démontre l'effet d'accroissement en produisant une déclaration à ce sujet pour chaque transaction indirecte proposée, selon le modèle proposé à l'annexe B, qu'il accompagnera des preuves requises dans ce document.

8.1.4. **Donateur admissible** – Les transactions doivent être réalisées par un donateur admissible laquelle est indiquée et nommée dans le contrat.

8.1.4.1. Un donateur admissible qui est une entreprise canadienne comptant moins de 500 employés doit clairement déclarer qu’il est en mesure d’assumer les obligations prévues au contrat. Sa capacité dépend de facteurs comme la taille, les produits offerts, les conditions du marché, la propriété, les processus de gestion et le niveau de contenu canadien, etc. Un modèle, pour cette déclaration, figure à l’annexe B. Pour tout projet de transaction présenté après la date d’entrée en vigueur du contrat, l’entrepreneur doit démontrer clairement que l’entreprise canadienne ait la capacité d’assumer des obligations en vertu du présent contrat et il est possible que l’autorité des RIT cherche à obtenir des renseignements supplémentaires sur la capacité de l’entreprise.

8.1.4.2. L’entrepreneur, pas les donateurs admissibles, est entièrement responsable, auprès du Canada, de toutes les obligations rattachées au présent contrat, même si elles sont confiées en sous-traitance à des donateurs admissibles.

8.1.4.3. L’entrepreneur doit inclure dans la sous-traitance avec chaque donateur admissible les consentements, les autorités et les approbations qu’il exige pour respecter les engagements dans ces modalités relatives aux RIT.

8.1.4.4. On trouve à l’article 23 une liste des donateurs admissibles approuvés.

8.1.5. **Autres critères d’admissibilité** –

8.1.5.1. Bénéficiaire de la transaction – Une transaction ne comprend qu’un seul bénéficiaire, à moins qu’il ne s’agisse d’une transaction combinée. Aucun organisme gouvernemental ne peut être bénéficiaire d’une transaction, sauf les instituts de recherche publics.

8.1.5.2. Degré d’avancement – Les transactions indirectes doivent comprendre un degré d’avancement technologique au moins aussi élevé que celui du projet et donner lieu à des applications dans les secteurs canadiens de technologie de pointe.

- 8.1.5.3. VCC – La valeur du contenu canadien (VCC) des transactions indirectes doit être d’au moins 30 pour cent de la valeur totale de la transaction.
- 8.1.5.4. Harmonisation avec la politique – Les transactions doivent être conformes à tout critère ou caractéristique d’évaluation énoncés dans les présentes modalités relatives aux RIT.
- 8.2. L’autorité des RIT établira l’admissibilité d’une transaction avant d’en faire une obligation en vertu du contrat. Les entrepreneurs devraient noter que les transactions sont toutes assujetties à un rapport annuel et à une vérification avant que les crédits ne soient confirmés.
- 8.3. L’omission de produire les renseignements et les déclarations indiqués ci-dessus peut entraîner le rejet d’une transaction proposée. Par ailleurs, la production de ces renseignements et déclarations ne doit pas être vue comme limitant la liberté d’action de l’autorité des RIT en ce qui a trait à ses décisions sur l’admissibilité des transactions.

9. VALEUR DU CONTENU CANADIEN (VCC)

- 9.1. On entend, par VCC, la partie de la valeur d’un produit ou d’un service qui comporte des coûts engagés au Canada. Quand il s’agit d’évaluer des transactions et les crédits qui y sont associés, on ne prend en compte que la VCC des produits ou services d’une entreprise canadienne. La VCC d’une transaction s’établit de deux manières : la méthode d’évaluation au prix de vente net et la méthode des coûts agrégés.
 - 9.1.1. Méthode d’évaluation au prix de vente net : On utilise cette méthode lorsque le prix de vente du produit ou du service est justifié. On procède comme suit pour cette méthode de calcul :
 - 9.1.1.1. On établit d’abord le prix de vente total du produit ou service;
 - 9.1.1.2. On soustrait les droits de douane, les taxes d’accise, la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) et toutes les taxes de vente provinciales;
 - 9.1.1.3. On soustrait tous les frais inadmissibles, comme l’indique l’article 9.2;
 - 9.1.1.4. La différence représente la VCC.

- 9.1.2. Méthode des coûts agrégés : Cette méthode permet de calculer la VCC de tout produit ou service mentionné dans une transaction et auquel il est impossible d'attribuer un prix de vente justifié (bien produit à l'interne, par exemple). On fait alors la somme de tous les éléments suivants :
- 9.1.2.1. Le coût des pièces produites au Canada et le coût des matières qui sont intégrées à l'équipement à l'usine du fabricant au Canada, dans la mesure où elles sont d'origine canadienne;
- 9.1.2.2. Le coût des pièces ou des matières qui sont d'origine canadienne, mais qui ont été exportées du Canada puis importées au Canada comme pièces ou produits finis;
- 9.1.2.3. Les frais de transport, y compris les frais d'assurance, engagés pour le transport entre les installations d'un fournisseur canadien ou le bureau d'entrée frontière et l'usine du fabricant au Canada, des pièces et des matières qui feront partie intégrante du produit, dans la mesure où ces frais ne sont pas inclus dans les frais indiqués à l'article précédent;
- 9.1.2.4. Toute partie des frais suivants, s'il est raisonnable de les imputer à la production ou à la mise en service d'un produit, d'un service ou d'une activité :
- Les traitements et salaires de la main-d'œuvre directe et indirecte affectée ou non à la production, s'ils ont été versés à des citoyens ou à des résidents permanents du Canada, au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* de 2001, ch. 27;
 - Les matières qui sont d'origine canadienne, utilisées dans le cadre des travaux, mais qui ne sont pas intégrées dans les produits finaux;
 - Les services publics payés au Canada (éclairage, chauffage, électricité et eau);
 - Les cotisations pour l'indemnisation des accidentés du travail et à l'assurance emploi, les primes d'assurance collective, les cotisations aux régimes de retraite et les autres dépenses semblables engagées pour les traitements et salaires de la main-d'œuvre canadienne mentionnée ci-dessus;

- L'impôt foncier sur les terrains et les immeubles situés au Canada;
- Les primes d'assurance incendie et d'autres types d'assurance couvrant les stocks affectés à la production, à l'usine de production et à son équipement et versées à une entreprise autorisée par les lois fédérales ou d'une province à faire affaire au Canada ou dans cette province;
- Les frais de location d'un bureau ou d'une usine versés à un propriétaire inscrit au Canada;
- Les frais engagés au Canada pour l'entretien et la réparation des immeubles, de la machinerie et de l'équipement utilisés aux fins de la production;
- Les outils, les matrices, les gabarits, les accessoires et les autres installations matérielles semblables, de nature non permanente, qui ont été conçus, développés ou fabriqués au Canada;
- Les services d'ingénierie et professionnels, les travaux d'expérimentation et de développement de produits ou de processus effectués et terminés au Canada, par des citoyens ou des résidents permanents du Canada;
- **Les activités de recherche et développement effectuées au Canada;**
- Les divers frais de production et frais de bureau pertinents, tels que les frais généraux d'administration, l'amortissement de l'outillage de production et de l'équipement d'usine permanent, les frais d'installation de cet outillage et de cet équipement et les amortissements fiscalement autorisés qui ne dépassent pas cinq (5) % du total de la mise de fonds affectés aux immeubles situés au Canada et appartenant au producteur des travaux;
- Les frais de déplacement de citoyens ou de résidents permanents du Canada, y compris le recours à des transporteurs canadiens, l'hébergement et les repas, relativement spécifiquement aux transactions directes prévues dans le contrat;

- Les frais payés pour des services non mentionnés ailleurs et exécutés par des citoyens ou des résidents permanents du Canada;
- Les bénéfices nets avant impôt sur lesquels un impôt est versé ou payable au Canada.

9.2. Coûts ou activités commerciales qui ne sont pas admissibles aux crédits :

- 9.2.1. La valeur des matières, de la main-d'œuvre et des services importés au Canada;
- 9.2.2. Dans le cas des transactions indirectes, la valeur des matières premières et des produits semi-transformés exportés du Canada;
- 9.2.3. Les frais de subsistance et de réinstallation ainsi que la rémunération versée à des personnes qui ne sont pas des citoyens du Canada pour les travaux exécutés dans le cadre du projet;
- 9.2.4. Le montant des taxes d'accise, des droits d'importation, de la taxe de vente fédérale, de la taxe de vente provinciale, de la taxe de vente harmonisée et d'autres droits exigibles;
- 9.2.5. Les redevances et frais de licence versés par l'entrepreneur ou un donateur admissible à toute personne, entreprise ou entité non canadienne;
- 9.2.6. La valeur des biens et des services pour lesquels l'entrepreneur ou un donateur admissible a obtenu un crédit ou en a fait la demande dans le cadre de toute transaction faite au Canada en vertu d'une autre obligation ou entente;
- 9.2.7. Les frais liés à la préparation de la proposition ou de la soumission;
- 9.2.8. Tous les frais de transport ou de déplacement non prévus à l'article 9.1.2.3 ou 9.1.2.4;
- 9.2.9. Le coût d'équipement fourni par un gouvernement (notamment par le gouvernement canadien dans le cadre du processus de production, p. ex., outils, matrices, gabarits, appareillage);
- 9.2.10. Les frais de licence payés par le bénéficiaire canadien et tout versement courant de redevances;

- 9.2.11. Les transactions déclarées par un entrepreneur et qui relèvent de son influence ou de celle d'un donateur admissible sur le ministère ou l'agent d'approvisionnement de tout pays;
- 9.2.12. Les frais d'intérêts associés aux lettres de crédit ou à d'autres instruments financiers à l'appui des transactions;
- 9.2.13. Les honoraires payés aux lobbyistes (conformément à la *Loi sur le lobbying*);
- 9.2.14. Les honoraires payés à des experts-conseils ou agents tiers pour le travail lié à l'obtention de crédits en vertu du présent contrat. Cela comprend notamment la prestation de conseils sur la politique des RIR/RIT, la préparation des transactions et de rapports, la défense des intérêts de l'entrepreneur auprès de l'autorité des RIT et la recherche d'entreprises bénéficiaires éventuelles.

10. PLANS STRATÉGIQUES

- 10.1. Les entrepreneurs sont encouragés à répondre à leurs obligations de RIR ou de RIT de manière stratégique, compte tenu de la façon dont leurs plans globaux et de la vision stratégique globale peuvent se traduire en transactions.
- 10.2. À la discrétion de l'autorité des RIT, les entrepreneurs ayant à assumer des obligations en matière de RIR ou de RIT à l'endroit du Canada, peuvent être invités à soumettre un plan stratégique à l'autorité des RIT et de se réunir pour l'examiner, le discuter et/ou le mettre à jour.
- 10.3. Le Plan stratégique de l'entrepreneur comprendrait :
 - 10.3.1. une description des plans globaux et de la vision stratégique globale de l'entrepreneur à moyen terme (3-5 ans) et à long terme (plus de 5 ans), pour le Canada;
 - 10.3.2. la façon dont ces plans d'entreprise et cette vision peuvent se traduire en transactions;
 - 10.3.3. un aperçu des obligations actuelles et prévues de l'entrepreneur à l'égard du Canada;

10.3.4. les partenariats de RIT établis avec des donateurs admissibles et d'importants fournisseurs.

11. REGROUPEMENT

- 11.1. Le « **regroupement** » désigne l'acte de répartir les crédits obtenus au titre d'une transaction et d'appliquer chaque tranche à au moins deux obligations.
- 11.2. Les transactions regroupées doivent répondre aux critères suivants :
 - 11.2.1. respecter tous les critères d'admissibilité des transactions décrits à l'article 7;
 - 11.2.2. avoir une valeur d'au moins 50 millions de dollars, mesurée en VCC;
 - 11.2.3. donner lieu à une incidence stratégique à long terme sur le bénéficiaire canadien, notamment en matière de soutien à la R-D, de premier achat de technologies canadiennes innovatrices, de mandat de produit mondial, d'activités de chaîne de valeur mondiale, de consortium, d'aide à la PME ou de progrès technologique.
- 11.3. L'entrepreneur doit décrire et documenter la façon dont un projet de transactions regroupées répond aux critères énoncés à l'article 11.2.
- 11.4. Une partie des crédits attribuables à une transaction regroupée peut être appliquée au présent contrat. L'entrepreneur fait état de toute transaction regroupée dans son processus annuel d'établissement de rapports et dans le calendrier établi de manière consensuelle avec l'autorité des RIT au moment de l'approbation de cette transaction.
- 11.5. Si quelque partie de transaction regroupée a été mise en banque et que les crédits ont déjà été confirmés, la valeur de ces derniers peut être transfert au contrat, à la condition que le critère d'admissibilité du donateur soit satisfait. En outre, toute valeur restante, en matière de la transaction exprimé en VCC, peut être transfert au contrat et doit soumise au processus annuel d'établissement de rapports et de vérification et les recours décrits dans les présentes modalités relatives aux RIT s'y appliquent.
- 11.6. Le site Web des RIT (<http://www.ic.gc.ca/eic/site/086.nsf/fra/accueil>) énonce les lignes directrices à suivre dans le cas de la « mise en commun » (du regroupement) de transactions.

12. MISE EN BANQUE

- 12.1. L'entrepreneur peut appliquer au présent contrat des transactions mises en banque dont la valeur totale ne dépasse pas 50 pour cent de la VCC de l'obligation mentionnée à l'article 3.1.1.
- 12.2. S'il utilise ainsi, partiellement ou totalement, une telle transaction, il doit clairement indiquer la provenance de celle-ci et confirmer la similarité de la description et des détails, par rapport à la transaction approuvée mise en banque. La transaction mise en banque doit respecter les conditions d'admissibilité du donateur qui figurent à l'article 8.1.4.
- 12.3. L'entrepreneur peut soumettre au banque les excédents de VCC provenant de transactions découlant du contrat. Aux fins de la mise en banque, un excédent bancaire est le montant du crédit atteint qui dépasse l'obligation à l'article 3.1.1, et où l'entrepreneur :
 - 12.3.1. assumer toutes les obligations mentionnées aux articles 3.1.1 à 3.1.3 au début du contrat avant la fin de la période de réalisation;
 - 12.3.2. choisir de poursuivre les activités sur les transactions sélectionnées et de poursuivre le processus de rapport annuel à la fin de la période de réalisation;
 - 12.3.3. demander, dans l'année après la notification finale de crédits, la mise en banque des excédents des transactions sélectionnées;
 - 12.3.4. L'entrepreneur peut demander la mise en banque d'excédents qui :
 - 12.3.4.1. ont été obtenus entre la date d'achèvement anticipé des obligations et la date de fin de la période de réalisation;
 - 12.3.4.2. témoignent de la réalisation de toutes les parties d'une transaction regroupée (le cas échéant).
- 12.4. Relativement à toute transaction bancaire qui implique un excédent, le titulaire du compte est considéré être le donateur aux fins de l'évaluation du critère sur le donateur admissible.
- 12.5. Une transaction mise en banque, dans le cadre de laquelle un excédent partiel ou total est apparu, ne peut être remise en banque ultérieurement, dans le cadre d'un excédent futur.

- 12.6. Les échanges de transactions mises en banque entre les entreprises sont interdits.
- 12.7. Le site Web des RIT (<http://www.ic.gc.ca/eic/site/086.nsf/fra/accueil>) énonce les lignes directrices à suivre dans le cas de la mise en banque de transactions.

13. COMMUNICATIONS AU PUBLIC

- 13.1. On encourage l'entrepreneur, ses donateurs admissibles et, le cas échéant, les bénéficiaires à être aussi transparents que possible relativement aux obligations, engagements et transactions, en les mettant à la disposition du public lorsque cela est possible.
- 13.2. L'entrepreneur et l'autorité des RIT coordonnent conjointement les communications publiques liées aux transactions. Les deux parties collaborent aussi afin de repérer les réussites obtenues pour différentes transactions.
- 13.3. L'entrepreneur consent à des annonces publiques liées au projet, qui sont faites par l'autorité des RIT ou pour son compte, et qui se rapportent aux obligations, engagements et transactions. Ces annonces indiquent normalement le nom des entreprises, la description générale des travaux proposés et l'estimation de la VCC. En pareille situation, l'autorité des RIT déploie tous les efforts raisonnables pour s'assurer que l'entrepreneur a la possibilité de participer aux annonces et à la préparation de tout document connexe. L'entrepreneur obtiendra un consentement semblable de chacun des donateurs admissible et des bénéficiaires.
- 13.4. L'entrepreneur convient que l'autorité des RIT peut publier ou rendre ouvertement accessible son dossier relativement à l'accomplissement de ses obligations, mais d'une manière qui respecte la confidentialité des données commerciales.
- 13.5. Pour toutes les autres communications publiques liées aux transactions, les ébauches d'annonces et leur calendrier de publication sont livrés par l'une des parties à l'autre dès que cela est raisonnablement possible, mais dans tous les cas, avant la date de publication proposée. Chaque partie mettra tout en œuvre pour informer l'autre et chercher à régler des objections sur le contenu ou le moment de l'annonce proposée.
- 13.6. Rien dans le présent article ne peut être interprété comme empêchant toute entreprise participant à une obligation ou transaction d'accomplir ses obligations d'information en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

14. GESTION DE L'INFORMATION

- 14.1. Il est entendu et convenu que l'entrepreneur doit présenter à l'autorité des RIT des renseignements sur son entreprise et ses transactions dans l'accomplissement des présentes modalités relatives aux RIT et, le cas échéant, par l'intermédiaire d'un plan stratégique et que l'on pourrait y trouver une information que l'entrepreneur juge délicate et confidentielle. L'autorité des RIT fait tout en son pouvoir pour que ces renseignements soient protégés, stockés et utilisés conformément aux lignes directrices du gouvernement du Canada concernant la gestion et la sécurité de l'information.
- 14.2. L'entrepreneur convient que l'autorité des RIT peut considérer l'ensemble de l'information se rapportant à ses obligations, ses transactions et ses crédits comme étant de l'information mise à la disposition du Parlement et du public.
- 14.3. En vertu des lois et processus pertinents du gouvernement fédéral, comme la *Loi sur l'accès à l'information*, la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et la *Loi constituant Bibliothèque et Archives du Canada*, l'autorité des RIT ne divulguera pas les renseignements commerciaux confidentiels de l'entrepreneur, sauf au sein du gouvernement canadien.
- 14.3.1. Ces données peuvent être utilisées par l'autorité des RIT à des fins d'analyse de politique interne. Certaines informations pertinentes peuvent également être transmises, sous réserve des lois et des processus applicables, à d'autres organismes gouvernementaux avec lesquels l'autorité collabore dans l'administration de la politique des RIT.

15. MODIFICATION DES TRANSACTIONS

- 15.1. L'entrepreneur ne doit pas modifier les transactions indiquées à l'annexe A sauf dans les cas suivants :
- 15.1.1. il a présenté une proposition de modification à l'autorité des RIT par l'entremise de l'autorité contractante;
- 15.1.2. l'autorité des RIT a donné, par l'entremise de l'autorité contractante, son approbation écrite à l'entrepreneur et demandé à l'autorité contractante de modifier le contrat en conséquence.
- 15.2. L'entrepreneur peut proposer la modification ou le remplacement de l'une ou l'autre des transactions indiquées à l'annexe A et l'autorité des RIT peut accepter ces propositions si, à son avis :

- 15.2.1. les circonstances à l'origine de la modification sont exceptionnelles et susceptibles de causer des difficultés indues à l'entrepreneur si aucune modification n'est apportée;
 - 15.2.2. les obligations découlant des présentes modalités relatives aux RIT dans l'article 3 sont maintenues;
 - 15.2.3. les modifications ou les remplacements proposés répondent aux critères d'admissibilité énoncés dans ces modalités relatives aux RIT;
 - 15.2.4. la transaction proposée en remplacement n'est pas inférieure à la transaction originale, du point de vue du savoir-faire technologique associé aux travaux à exécuter, de la VCC et de sa capacité à concrétiser la proposition originale présentée dans la soumission de l'entrepreneur. Plus précisément, toute transaction répondant à un des critères d'évaluation de la proposition de valeur ne peut être remplacée que par une transaction répondant au même critère; et,
 - 15.2.5. la transaction de remplacement proposée ne réduit pas la cote de l'entrepreneur relativement à la proposition de valeur établie dans le processus initial de sélection.
- 15.3. Réductions mutuelles et échange
- 15.3.1. La réduction mutuelle consiste à diminuer l'obligation de l'entrepreneur en échange d'une réduction des obligations d'une entreprise canadienne à l'endroit d'une autorité de compensation étrangère et ce stratagème est interdit. Par ailleurs, les échanges d'obligations ou de crédits ne sont pas autorisés.
- 15.4. Si, durant le déroulement du contrat, une modification des travaux apportée par le gouvernement canadien fait en sorte que l'entrepreneur n'est plus en mesure de s'approvisionner auprès d'une entreprise canadienne et que, par conséquent, il risque de ne pouvoir assumer ses obligations, l'entrepreneur doit immédiatement en aviser l'autorité des RIT par l'intermédiaire de l'autorité contractante. L'entrepreneur doit décrire en détail le problème et fournir toutes les données à l'appui, y compris un exposé complet des tentatives pour acheter de sources canadiennes et les réponses des fournisseurs canadiens, ainsi qu'une analyse des facteurs techniques, commerciaux ou autres qui expliquent son incapacité à s'approvisionner auprès d'une entreprise canadienne. En ces circonstances, les obligations de l'entrepreneur sont réduites en proportion de la différence de VCC

entre les travaux modifiés et les travaux d'origine. Nonobstant ce qui précède, l'obligation énoncée à l'article 3.1.1 restera.

16. ACCÈS AUX DOSSIERS ET VÉRIFICATION

- 16.1. L'entrepreneur doit mettre en œuvre les pratiques et les procédures décrites dans le Plan de gestion des RIT.
- 16.2. L'entrepreneur doit conserver les dossiers appropriés et toute la documentation relative aux transactions rattachées au présent contrat, y compris les factures et les preuves de paiement. L'entrepreneur ne doit pas, sans l'approbation écrite de l'autorité des RIT, disposer de ces dossiers ou de cette documentation dans les deux (2) ans qui suivent le paiement final versé dans le cadre du présent contrat ou avant le règlement de demandes ou de différends en suspens, ou encore avant la fin de la période de réalisation, selon la plus tardive de ces éventualités.
- 16.3. En tout temps durant la période de conservation indiquée ci-dessus, les dossiers et la documentation doivent être accessibles aux fins de vérification, d'inspection et d'examen par l'autorité des RIT, à des moments raisonnables et dans les soixante (60) jours suivant la réception d'un avis de l'autorité des RIT. L'entrepreneur veillera à inscrire un engagement similaire dans tout contrat de sous-traitance conclu avec un donateur admissible, en ce qui concerne les travaux exécutés par celui-ci et pour lesquels on demande des crédits de RIT.
- 16.4. Lorsque, par suite de la vérification effectuée conformément à cet article, l'autorité des RIT détermine que les dossiers sont insuffisants pour permettre la vérification des réalisations de l'entrepreneur dans le cadre de tout engagement ou obligation, l'entrepreneur doit fournir les renseignements supplémentaires demandés par l'autorité des RIT.
- 16.5. Lorsqu'il est impossible de vérifier si une transaction déclarée exécutée l'est vraiment, la partie de la transaction qui ne peut être vérifiée est considérée comme non réalisée et l'autorité des RIT informera l'entrepreneur de l'insuffisance, par l'entremise de l'autorité contractante.
- 16.6. Si l'autorité des RIT détermine qu'il existe une insuffisance importante dans les réalisations de l'entrepreneur, au point qu'elle considère que l'entrepreneur ne respectera pas ses obligations, elle peut, par l'intermédiaire de l'autorité contractante, lui donner un avis à cette fin et lui demander de présenter une proposition sur la manière dont il entend corriger ces lacunes. L'entrepreneur présente sa proposition dans les soixante (60) jours civils suivant la réception de cet avis. Si l'autorité des RIT ne reçoit pas de proposition ou juge celle qu'elle

reçoit inacceptable, elle peut demander à l'autorité contractante de résilier le contrat.

17. RÉOLUTION DE CONFLITS

- 17.1. L'autorité des RIT et l'entrepreneur reconnaissent qu'ils ont conclu une entente contractuelle à long terme, attestant que l'entrepreneur doit respecter les obligations et engagements qui y sont mentionnés, offrir des avantages économiques à long terme au Canada et exécuter dans les présentes modalités relatives aux RIT.
- 17.2. Des valeurs et approches communes orientent cette relation à long terme, comme la responsabilité mutuelle, la communication ouverte, le respect mutuel et la collaboration efficace. La relation fait intervenir des responsables au niveau du projet (gestionnaires des RIT et de contrats, par exemple) et au niveau de la gestion (ministère, hauts dirigeants, etc.). Les discussions doivent être fréquentes et continues, pendant la durée du contrat.
- 17.3. Si un désaccord survient entre l'autorité des RIT et l'entrepreneur relativement à une question de RIT, chaque partie communique ses préoccupations à l'autre partie aux fins de discussion et de résolution. On encourage les parties à faire connaître leurs préoccupations en premier lieu aux responsables du projet (niveau du projet). Si les discussions à ce niveau ne permettent pas de régler le problème, on encourage les parties à s'adresser aux responsables de la gestion (niveau de la gestion). Si ces discussions ne permettent pas d'obtenir une solution satisfaisante, chaque partie est libre d'utiliser le processus de règlement des différends plus vaste décrit à l'article [XX] du contrat.

18. RECOURS

- 18.1. La relation à long terme établie entre l'entrepreneur et l'autorité des RIT s'appuie sur divers processus conçus pour assurer une communication régulière et continue entre les parties. Parmi ces processus figurent l'échéancier des transactions (l'article 3) et le processus d'établissement annuel de rapports (l'article 4). Prises collectivement avec d'autres, ces mesures de surveillance visent à promouvoir un engagement positif, le recours aux meilleures pratiques et l'accomplissement des obligations de l'entrepreneur selon ce qui est établi dans le contrat.
- 18.2. Sous réserve des dispositions du contrat énonçant des mesures à prendre en cas de défaillance de l'entrepreneur, les présentes modalités relatives aux RIT prévoient plusieurs autres recours. On peut appliquer ces mesures dans leur totalité ou en

partie, mais leur effet combiné ne peut dépasser 10 pour cent du prix global du contrat. Si l'entrepreneur omet de respecter les obligations que lui imposent les présentes modalités et conditions, les recours proposés dans le présent article s'ajoutent à celles qui figurent ailleurs dans le contrat, sans les remplacer.

18.3. Retenues ou arrêts de paiement

18.3.1. Si l'entrepreneur omet de respecter les obligations de l'article 3.1.4 et 3.1.6 l'autorité des RIT lui envoie un avis écrit à cet effet, par l'entremise de l'autorité contractante, et le gouvernement canadien peut faire une retenue sur tout paiement exigible en vertu du contrat.

18.3.2. En ce qui concerne cette retenue, une période de grâce de soixante (60) jours civils, commençant le jour où l'avis de défaut a été envoyé par l'autorité des RIT à l'entrepreneur, est prévue avant que la retenue ne prenne effet.

18.3.2.1. Pendant cette période, l'entrepreneur peut prendre des mesures correctives et notamment soumettre à l'autorité un plan de mesures correctives. Si ce plan est accepté, l'autorité des RIT ne fait aucune retenue.

18.3.2.2. Si, une fois la période de grâce terminée, le plan n'a pas été soumis ou n'a pas été accepté conformément à l'article 18.3.2.1, puis les quantités suivantes de demandes ultérieures de paiement seront retenues :

- Pour les obligations de l'article 3.1.2, la retenue sera égale à 20 pour cent de chaque insuffisance; et
- Pour toutes les autres obligations, la retenue sera égale à 10 pour cent de la plus grande insuffisance.

18.3.2.3. Les retenues se poursuivent jusqu'à ce qu'elles atteignent l'équivalent de l'insuffisance ou jusqu'à ce que l'entrepreneur présente un plan approuvé par l'autorité des RIT, selon la première éventualité.

18.3.3. Les retenues diminuent progressivement, à mesure que l'insuffisance est corrigée. Pendant cette période, l'autorité des RIT confirme les crédits obtenus et, le cas échéant, les transactions déterminées au bout d'un délai raisonnable suivant la présentation des demandes ou la proposition de

transactions de la part de l'entrepreneur. Les retenues sont débloquées en proportion lors du paiement suivant effectué en vertu du contrat.

18.4. Dommages-intérêts liquidés

18.4.1. Si l'entrepreneur n'a accompli aucune des obligations énoncées aux articles 3.1.1, 3.1.3, et, le cas échéant, 3.1.5 à la fin de la période de réalisation, le gouvernement canadien peut, après avoir pris en considération les dispositions de l'article 6, exiger, à sa seule discrétion, que l'entrepreneur lui verse des dommages-intérêts liquidés équivalant à 10 pour cent de la valeur de l'insuffisance, moins les retenues déjà appliquées.

18.4.1.1. Dans le cas où des dommages-intérêts liquidés concernent plusieurs obligations mentionnées aux articles 3.1.1, 3.1.3, et 3.1.5, l'entrepreneur est responsable uniquement à l'égard de l'insuffisance liée à l'obligation qui entraîne les dommages-intérêts liquidés les plus élevés.

18.4.2. Si l'entrepreneur n'a accompli aucune des obligations relatives à la proposition de valeur énoncées à l'article 3.1.2 à la fin de la période de réalisation, le gouvernement canadien peut, après avoir pris en considération les dispositions de l'article 6, exiger, à sa seule discrétion, que l'entrepreneur lui verse des dommages-intérêts liquidés équivalant à 20 pour cent de la valeur de l'insuffisance, moins les retenues déjà appliquées.

18.4.2.1. Si l'insuffisance se rapporte à plusieurs des obligations mentionnées à l'article 3.1.2, l'entrepreneur est tenu responsable en vertu de l'article 18.4.2 pour toutes les insuffisances cumulées.

18.4.3. L'obligation de l'entrepreneur de payer des dommages-intérêts liquidés conformément aux articles 18.4.1 et 18.4.2 naît d'un avis à l'entrepreneur signé soit par le ministre, soit par le sous-ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada; l'avis indique que l'entrepreneur est en défaut dans le cadre du contrat pour manquement à ses engagements durant la période de réalisation des RIT et que le Canada a fait une demande de paiement des dommages-intérêts liquidés conformément à l'article correspondante.

18.5. Résiliation du contrat

18.5.1. Manquement de l'entrepreneur – Si le contrat est résilié pour manquement conformément à la clause *X* des conditions générales *Y*, l'autorité des RIT en avertit l'entrepreneur; celui-ci repère d'abord les transactions dans les 6 mois suivant la date de résiliation correspondant à 100 pour cent de la valeur de contrat.

18.5.1.1. L'entrepreneur choisit ensuite, dans les 60 jours suivant la date de résiliation, à sa seule discrétion :

- de prendre les mesures nécessaires pour réaliser toutes les transactions sélectionnées dans 1an; ou
- de verser au gouvernement canadien des dommages-intérêts, calculés comme décrit à l'article 18.4, moins les retenues et après avoir pris en considérations les dispositions de l'article 6.

18.5.1.2. Aux fins de l'article 18.5.1.1, le montant des dommages-intérêts liquidés se calcule d'après la valeur de contrat. Si l'entrepreneur ne parvient pas à identifier les transactions dans la période de temps à l'article 18.5.1, l'exigence de payer des dommages-intérêts liquidés fixés à l'article 18.5.1.1 sont applicable.

18.5.1.3. Les parties conviennent que le gouvernement canadien ne peut exercer son droit de résilier le contrat en vertu de la clause *X* des conditions générales *Y* si l'entrepreneur omet de se conformer à ses obligations en vertu des présentes modalités relatives aux RIT, à moins que ladite omission n'ait pas été corrigée dans les soixante (60) jours d'une demande à cette fin reçue de l'autorité des RIT et que l'une ou l'autre des obligations importantes en cause soit la suivante :

- Payer les dommages-intérêts liquidés exigibles en vertu de l'article 18.4;
- Satisfaire à ses obligations en matière de proposition de valeur énoncées à l'article 3.1.2.

18.5.1.4. Les parties conviennent que les obligations mentionnées à l'article 18.5.1.3 sont des obligations importantes et que celles de l'article 18.5.1.1 demeurent en vigueur malgré la résiliation du contrat.

18.5.2. Résiliation pour raisons de commodité – Lorsque le contrat est résilié pour des raisons de commodité conformément à la clause *X* de la condition générale *Y*, l’entrepreneur n’a aucune autre obligation ni responsabilité sous ces modalités relatives aux RIT, y compris relativement à ses obligations en matière de proposition de valeur. Dans le cas d’une résiliation partielle du contrat, conformément à la clause *X* de la condition générale *Y*, l’entrepreneur est libéré des parties résiliées des obligations et n’est plus assujetti aux dispositions de l’article 3 concernant les parties résiliées.

18.6. Lettre de crédit

18.6.1. Si l’entrepreneur ne l’a pas terminé ses obligations au moment où il termine les travaux stipulés au contrat et qu’il a droit au dernier paiement échelonné de la part du gouvernement canadien, il peut être tenu de fournir au Canada une garantie pour l’accomplissement des obligations avant l’expiration de la période de réalisation, sous forme de lettre de crédit, couvrant la somme qui pourrait être exigible à titre de dommages-intérêts liquidés, conformément à l’article des dommages-intérêts, pour le cas où il n’obtiendrait pas d’autres crédits après la date de ce dernier paiement.

18.6.2. Cette lettre de crédit doit :

- être émise par une institution financière membre de l’Association canadienne des paiements;
- être jugée satisfaisante par l’autorité des RIT, en ce qui a trait à la forme et au fond;
- être établie aux seuls frais de l’entrepreneur;
- pouvoir être annulée selon ce qui est établi ci-dessous;
- être inconditionnelle et irrévocable;
- être assujettie aux *Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires* de la Chambre de commerce internationale (CCI), définies dans la publication n° 600, juillet 2007.

18.6.3. La lettre de crédit doit demeurer en vigueur jusqu’à la première des éventualités suivantes :

- la réalisation des engagements;
- six mois après la présentation du rapport annuel final qui a suivi, moment où la lettre de crédit sera annulé en entier et retournée par le Canada à l’entrepreneur. À condition que si les obligations ne sont pas atteints, Canada prélèvera sur la lettre de crédit dans le

montant des obligations en circulation, avant de le remettre à l'entrepreneur.

18.6.4. L'obligation de paiement de la part de l'institution financière en conformité avec la lettre de crédit naît d'un avis envoyé à la banque émettrice et signé soit par l'autorité contractante; cet avis indique que l'entrepreneur est en défaut dans le cadre du contrat pour manquement à ses obligations durant la période de réalisation, que le Canada a fait une demande de paiement des dommages-intérêts liquidés conformément à l'article correspondante et que l'entrepreneur n'a pas versé au Canada les dommages-intérêts liquidés conformément à cette même article. Aucun autre événement n'entraîne d'exigence de paiement relativement à la lettre de crédit.

- 18.7. Conformément à cet article, l'autorité contractante aura le droit en tout temps de retenir, de rembourser, de déduire et de compenser les sommes dues par le gouvernement canadien à l'entrepreneur et les dommages exigibles dans le cadre du contrat.
- 18.8. Aucune disposition du présent article ne limite les autres droits et recours de l'autorité contractante, en ce qui a trait à tout autre manquement de l'entrepreneur.
- 18.9. Les dommages que pourrait subir le gouvernement canadien en cas de manquement de l'entrepreneur à ses obligations en vertu du contrat seraient pratiquement impossibles ou extrêmement complexes à calculer ou à évaluer sur le plan commercial; les parties conviennent donc que les dispositions touchant aux dommages-intérêts constituent la meilleure évaluation juste et raisonnable de tels dommages réels et que les moyens prévus aux présentes pour exécuter et percevoir les dommages-intérêts sont également justes et raisonnables.

19. MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PLANS

- 19.1. L'entrepreneur peut proposer des modifications aux plans. Tout projet en ce sens doit être approuvé par écrit par l'autorité des RIT. Les révisions sont faites par modification administrative, sous la signature de l'autorité contractante.

20. RESPONSABILITÉS DES PARTIES

- 20.1. L'attribution du présent contrat à l'entrepreneur découle d'un processus d'approvisionnement dans le cadre duquel l'entrepreneur s'est engagé à respecter les obligations exposées à l'article 3, Énoncé des obligations.

- 20.2. Il incombe à l'entrepreneur de s'assurer d'être en mesure d'exécuter les transactions et que celles-ci ne sont pas limitées par les lois, règlements, politiques ou normes applicables.

21. CONFORMITÉ À LA *LOI SUR LE LOBBYING*

- 21.1. L'entrepreneur déclare et garantit que lui-même et les donateurs admissibles respectent, et respecteraient les exigences de la *Loi sur le lobbying* du Canada, relativement aux présentes modalités relatives aux RIT.

22. HONORAIRES CONDITIONNELS OU FRAIS DE CONCLUSION DE TRANSACTION

- 22.1. L'entrepreneur déclare et garantit qu'il, ou un donateur admissible, ne versera, ni n'acceptera de verser à une personne, une entreprise ou une entité un paiement conditionnel à l'approbation d'un crédit par l'autorité des RIT en vertu des présentes modalités relatives aux RIT ou parce que l'entité a réussi à organiser des rencontres avec des titulaires d'une charge publique.
- 22.2. L'autorité des RIT reconnaît que l'entrepreneur, pour faire les déclarations mentionnées aux articles 21.1 et 22.1 au nom des donateurs admissibles, s'est fié à des déclarations produites par chacun d'eux.

23. LISTE DES DONATEURS ADMISSIBLES APPROUVÉS

- 23.1. Les donateurs admissibles, dans le cadre du présent contrat, sont les entreprises suivantes, dont les coordonnées sont également indiquées :

[Liste jointe une fois le contrat octroyé]

ANNEXE A – ENGAGEMENTS EN FONCTION DE LA PROPOSITION DE VALEUR, PLANS ET TRANSACTIONS

Engagements en fonction de la proposition de valeur — doivent être tirés de la proposition de l'entrepreneur.

Plans – doivent être tirés de la proposition de l'entrepreneur.

Transactions – une liste détaillée et un tableau doivent être joints, en fonction de la proposition de l'entrepreneur, et doivent ensuite être mis à jour tout au long de la période de réalisation.

Transaction # et version	Titre	Description	Donateur	Bénéficiaire	VCC\$
					<i>Sous-totales pour directe, indirecte, régionale, PME et PV.</i>

ANNEXE B –MODÈLE – FICHE DE TRANSACTION

(Une version électronique est disponible sur le site Web des RIT.)

Section 1: Aperçu
Titre et numéro:
Date de la soumission:
Tranche (1, 2, or 3):

Section 2: Renseignements sur l'entrepreneur
Projet d'approvisionnement canadien:
Nom de l'entreprise:
Gestionnaire RIT:
Courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse:
Ville:
Province / état:
Pays:
Code postal / zip:

Section 3: Donateur
Nom de l'entreprise:
Gestionnaire RIT:
Courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse:
Ville:
Province / état:
Pays:
Code postal / zip:
Description des capacités de base :
Niveau:
Nombre d'employés:

Section 4: Bénéficiaire
Nom de l'entreprise:
Gestionnaire RIT:
Courriel:

Numéro de téléphone:
Adresse:
Ville:
Province:
Pays:
Code postal:
Description de l'entreprise et de ses capacités de base:
Description de la qualité de la transaction et les effets sur le bénéficiaire):
Nombre d'employés:
Petites et moyennes entreprises (PME)?
Niveau:

Section 5: Évaluation et échelonnement dans le temps								
Valeur totale de la transaction (ou de l'investissement initial) (le cas échéant):								
Multiplieur, le cas échéant:								
Valeur du contenu canadien (VCC) du bénéficiaire (en pourcentage):								
Estimation des ventes futures, le cas échéant:								
VCC totale de la transaction (en dollars):								
Calendrier d'engagement :								
Period	VCC totale	PME	Atlantique	Québec	Ontario	Ontario Nord	Ouest	Nord
1								
2								
3								

Section 6: Détails sur la transaction			
Directe:	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Indirecte:	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Transaction regroupée:	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Transaction mise en banque:	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Description de la transaction:			
Activité de proposition de valeur (PV) :		<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Liée à la défense:	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Utilisation combinée

Activité de R-D:	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Activité de développement du réseau de fournisseurs:	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Activité d'exportation liée à la stratégie internationale d'exportation:	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Justifications du classement PV ci-dessus:	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Type d'activité:		
Type d'activité:	<input type="checkbox"/> Consortium	
	<input type="checkbox"/> Cadre d'investissement	
	<input type="checkbox"/> Investissement général – en nature	
	<input type="checkbox"/> Investissement général – en espèce	
	<input type="checkbox"/> Investissement dans un établissement postsecondaire	
	<input type="checkbox"/> Achat	
	<input type="checkbox"/> Fonds de capital de risque	
SCIAN catégorisant le type d'activité commerciale	SCIAN primaire:	
	SCIAN secondaire (optionnel):	
	SCIAN Tertiaire (optionnel):	
Type d'activité commerciale (veuillez cocher TOUTES les réponses pertinentes) :		
Défense		
<input type="checkbox"/> Munitions et autres	<input type="checkbox"/> Entretien, réparation et révision de navires	
<input type="checkbox"/> Missiles et fusées	<input type="checkbox"/> Véhicules de combat et composants	
<input type="checkbox"/> Armes à feu et autres armes	<input type="checkbox"/> Entretien, réparation et révision de véhicules de combat	
<input type="checkbox"/> Systèmes militaire déployés dans l'espace, lanceurs spatiaux, systèmes terrestres servant à opérer, commander et contrôler les lanceurs spatiaux ou les systèmes déployés dans l'espace et	<input type="checkbox"/> Services d'entretien, de réparation et de révision d'aéronefs militaires	

composantes connexes	
<input type="checkbox"/> Principalement aéroportés, systèmes d'électro-optique, radar, sonar et autres détecteurs/de collecte d'information; systèmes de contrôle, d'alerte et de contre-mesure de tir; et autres composantes connexes	<input type="checkbox"/> Fabrication d'aéronefs, structures et composantes
<input type="checkbox"/> Principalement terrestres ou portables par l'homme, systèmes électro-optiques, radar, sonar et autres capteurs/systèmes de cueillette d'information; systèmes de conduite de tir, d'avertissement et de contre-mesures et composantes connexes	<input type="checkbox"/> Systèmes/véhicules aériens sans pilote et composantes
<input type="checkbox"/> Principalement aéroportés, systèmes de communication et de navigation; et autres systèmes d'information (y compris les systèmes de traitement et de diffusion), logiciels, électroniques et composantes	<input type="checkbox"/> Systèmes de simulation pour aéronefs
<input type="checkbox"/> Principalement terrestres, portables par l'homme ou non spécifiques à une plateforme, systèmes de communications et de navigation; et autres systèmes d'information (y compris les systèmes de traitement et de diffusion), logiciels, appareils électroniques et de leurs composantes	<input type="checkbox"/> Systèmes de simulation pour navires
<input type="checkbox"/> Systèmes de mission et composantes à bord des navires	<input type="checkbox"/> Systèmes de simulation pour véhicules terrestres et autres applications
<input type="checkbox"/> Éléments structurels de navires militaires, systèmes de plateforme, pièces et composantes (SAUF : systèmes de mission à bord des navires)	<input type="checkbox"/> Services de formation militaire réelle, virtuelle et constructive
<input type="checkbox"/> Nouveaux navires militaires construits par les chantiers navals et transformations navales militaires	<input type="checkbox"/> Équipement militaire de protection individuelle, systèmes de transport de charge et tenues opérationnelles.
<input type="checkbox"/> Autres, défense (Veuillez préciser):	
Aérospatiale civile	
<input type="checkbox"/> Aéronef (voilure fixe, voilure basculante et	<input type="checkbox"/> Systèmes et composants d'avionique et

giravion)	d'équipements électroniques aéroportés
<input type="checkbox"/> Structures et composantes d'aéronefs	<input type="checkbox"/> Systèmes et composants d'équipements de simulation
<input type="checkbox"/> Systèmes/véhicules aériens sans pilote	<input type="checkbox"/> Services d'entretien, de réparation et de révision
<input type="checkbox"/> Systèmes et composante de train d'atterrissage	<input type="checkbox"/> Systèmes commerciaux déployés dans l'espace, lanceurs spatiaux, systèmes terrestres servant à opérer, commander et contrôler les lanceurs spatiaux ou les systèmes déployés dans l'espace et composantes connexes.
<input type="checkbox"/> Systèmes et composants de propulsion d'aéronefs	<input type="checkbox"/> Systèmes gouvernementaux non militaires déployés dans l'espace, lanceurs spatiaux, systèmes terrestres servant à opérer, commander et contrôler les lanceurs spatiaux ou les systèmes déployés dans l'espace et composants connexes
<input type="checkbox"/> Autres activités aérospatiales civiles :	
Activités marines commerciales et civiles	
<input type="checkbox"/> Construction navale, coques de navires et composants structurels	<input type="checkbox"/> Conception de navires, ingénierie et services professionnels connexes
<input type="checkbox"/> Systèmes de propulsion des navires, systèmes d'alimentation électrique et composants connexes	<input type="checkbox"/> Structures et composantes pétrolières et gazières extracôtières
<input type="checkbox"/> Logiciels à bord des navires, senseurs, appareils électroniques embarqués, systèmes de navigation et systèmes de contrôle de l'équipement et composantes	<input type="checkbox"/> Sciences de la mer et technologies océanologiques (autres équipement, composants et services acoustiques, radars, sonars, de communication, d'arpentage, de cartographie, d'imagerie et de géomatique)
<input type="checkbox"/> Services d'entretien et de réparation de navires	<input type="checkbox"/> Véhicules marins sans pilote, véhicules sous-marins habités et robotique marine et composantes
<input type="checkbox"/> Autres (veuillez préciser):	
Précisions concernant le cadre d'investissement (le cas échéant)	
Type d'investissement admissible:	
<input type="checkbox"/> subvention en espèces	<input type="checkbox"/> prêt d'un employé pour le marketing ou le soutien aux vente
<input type="checkbox"/> achat d'actions au comptant	<input type="checkbox"/> transfert d'équipement
<input type="checkbox"/> licence d'utilisation d'une marque ou marque de	<input type="checkbox"/> transfert de logiciels

commerce		
<input type="checkbox"/> licence d'utilisation d'un article de propriété intellectuelle	<input type="checkbox"/> transfert de systèmes	
<input type="checkbox"/> prêt d'un employé possédant un savoir-faire particulier en matière de technique ou de gestion		
Type d'activité de R-D ou de commercialisation:		
Plan d'affaires:		
Documentation jointe concernant l'évaluation:		

Section 7: Membre du consortium (le cas échéant)	
Nom de l'entreprise:	
Gestionnaire RIT:	
Courriel:	
Numéro de téléphone:	
Adresse:	
Ville:	
Province / état:	
Pays:	
Code postal / zip	

Section 8: Critères d'admissibilité	
Causalité:	
Calendrier:	
Effet d'accroissement:	
Donateur admissible:	

Section 9: Autre	
Aide ou contribution du gouvernement pour la transaction:	
Valeur du VCC:	
Niveau de technologie:	

Section 10: Signatures

En apposant sa signature ci-dessous, le soussigné, à titre de représentant de _____, atteste que, pour autant qu'il le sache, les renseignements figurant dans le présent document et ci-joints sont complets et exacts et que l'autorité des RIT peut les utiliser en toute confiance aux fins de surveillance de la conformité.

Signature

Nom, nom de l'entreprise, et titre

Date

**CERTIFICAT DE CAUSALITÉ
RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES (RIT)**

ATTENDU QUE la politique des retombées industrielles et technologiques (RIT) stipule que, à titre de preuve de causalité, l'entrepreneur doit fournir une déclaration détaillée sur la causalité et soumettre un certificat de causalité signé à l'appui, à l'intention de l'autorité des RIT;

IL EST RÉSOLU QUE _____, agissant à titre de dirigeant de (*entreprise donatrice*), déclare par la présente et certifie ce qui suit :

- i) Je connais la définition de causalité, telle qu'elle est décrite dans les modalités et conditions relatives aux RIT;
- ii) Les renseignements contenus dans les fiches de transaction annexées à la présente fournissent une déclaration détaillée sur la causalité, laquelle décrit les étapes et les échéances relatives à la décision concernant une activité d'approvisionnement ou d'investissement et démontre clairement le lien entre les étapes et la décision relative à une activité commerciale et la politique des RIT ou la politique des retombées industrielles et régionales (RIR) du Canada;
- iii) Les renseignements contenus dans les fiches de transaction annexées à la présente sont, au mieux de nos connaissances et compétences, complets, vrais et exacts;
- iv) Le défaut de fournir une déclaration détaillée sur la causalité et le présent certificat peut entraîner le rejet de la transaction en vertu des modalités et conditions relatives aux RIT. La production de renseignements sur la causalité ne doit pas être perçue comme imposant des limites à la discrétion de l'autorité des RIT dans le cadre de décisions liées à l'admissibilité de certaines transactions soumises à approbation.

EN FOI DE QUOI, LE PRÉSENT CERTIFICAT DE CAUSALITÉ A ÉTÉ SIGNÉ EN CE _____ JOUR DE _____ PAR LE DIRIGEANT DÛMENT AUTORISÉ À LE FAIRE.

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU DIRIGEANT

À : _____

Numéros du projet et des transactions : _____ Titre(s) : _____ Entreprise(s) bénéficiaire(s) : _____
--

LISTE DE VÉRIFICATION DE L'EFFET D'ACCROISSEMENT
Pour les transactions indirectes, veuillez remplir la présente liste et joindre la documentation à l'appui.

Un travail supplémentaire est l'achat d'un bien ou d'un service qui représente de nouveaux achats ou des achats supplémentaires auprès d'un fournisseur canadien. Ces nouveaux achats ou achats supplémentaires peuvent se présenter sous différentes formes. Ils peuvent impliquer :	Veuillez cocher la case voulue.
i) l'achat d'un nouveau produit ou service auprès d'un nouveau fournisseur canadien dans le cadre d'une transaction indirecte.	<input type="checkbox"/> Déclaration écrite attestant que le bénéficiaire canadien est un nouveau fournisseur + bon de commande (ou l'équivalent d'un bon de commande si la commande n'a pas eu lieu)
ii) l'achat d'un nouveau produit ou service auprès d'un fournisseur canadien existant dans le cadre d'une transaction indirecte.	<input type="checkbox"/> Déclaration écrite attestant que le produit ou service acheté n'a pas déjà été acheté + bon de commande (ou l'équivalent d'un bon de commande si la commande n'a pas eu lieu)
iii) l'achat d'un produit ou service existant auprès d'un fournisseur canadien existant dans le cadre d'une transaction indirecte, mais qui implique une nouvelle application ou utilisation finale du produit (se reporter à l'exemple ci-dessous).	<input type="checkbox"/> Déclaration écrite détaillant la nouvelle application ou utilisation finale du produit ou du service + nouveau numéro de pièce (le cas échéant) + bon de commande (ou l'équivalent d'un bon de commande si la commande n'a pas eu lieu)
iv) l'achat d'un produit ou service existant auprès d'un fournisseur canadien existant dans le cadre d'une transaction indirecte pour laquelle il y a eu un autre processus concurrentiel en vue de sélectionner un nouveau fournisseur.	<input type="checkbox"/> Déclaration écrite décrivant en détail la demande de prix (ou l'équivalent) prouvant qu'un appel d'offres concurrentiel a eu lieu + bon de commande (ou l'équivalent d'un bon de commande si la commande n'a pas eu lieu)
v) l'achat d'un produit ou service existant auprès d'un	<input type="checkbox"/> Déclaration écrite décrivant en détail le calcul

<p>fournisseur canadien existant dans le cadre d'une transaction indirecte à laquelle aucune des circonstances ci-dessus ne s'applique. Dans ces cas, le calcul de la moyenne des achats précédents sur trois ans est effectué; on se base sur les trois années précédant immédiatement la date de déclaration de la transaction auprès de l'autorité des RIT. Il est possible d'accorder un crédit sur les montants des achats qui dépassent la moyenne sur trois ans, pour chacune des périodes de déclaration suivantes.</p>	<p>de la moyenne sur trois ans</p>
<p>vi)• autre : _____</p>	<p><input type="checkbox"/> Déclaration écrite décrivant en détail l'activité + les autres éléments de preuve</p>
<p><u>Exemple de nouvelle application ou utilisation finale :</u> <i>L'entrepreneur a précédemment acheté auprès d'un fournisseur canadien des trépieds militaires qui se fixent au canon A à des fins de vente au pays A. La nouvelle application ou utilisation finale pourrait être l'achat des mêmes trépieds militaires auprès du fournisseur canadien, mais au lieu de les installer sur le canon A à des fins de vente au pays A, ils sont installés sur le canon A à des fins de vente au pays B, ou encore ils sont installés sur le canon B à des fins de vente au pays <u>B</u>.</i></p>	<p><i>L'autorité des RIT détermine à sa discrétion si la transaction proposée représente un travail supplémentaire, en tenant compte des renseignements fournis.</i></p>

**CERTIFICAT DE DONATEUR ADMISSIBLE
RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES (RIT)**

ATTENDU QUE la politique des RIT exige que les transactions soient conclues par un donateur admissible, selon la définition donnée à ce terme dans les modalités et conditions;

ET ATTENDU QUE la politique des RIT exige que, lorsqu'un donateur admissible proposé est une entreprise canadienne de moins de 500 employés, il ait la capacité d'assumer des obligations en vertu du présent contrat;

IL EST RÉSOLU QUE JE, _____, en ma qualité de dirigeant de (*nom de l'entreprise canadienne*), déclare par la présente et certifie ce qui suit :

- i) Je connais la politique des RIT du Canada ainsi que ses buts et ses objectifs;
- ii) Je connais la définition du terme « donateur admissible », telle qu'elle figure à l'article 8 des modalités et conditions;
- iii) Je comprends et j'accepte les responsabilités associées au rôle de donateur admissible et de partenaire stratégique dans l'exécution de l'obligation relative au projet (*insérer le nom du projet*). Ces responsabilités peuvent comprendre la prise en charge d'une partie de l'obligation relative aux RIT, les recours, la planification et l'exécution de transactions directes et indirectes, la tenue de dossiers et le soutien à l'entrepreneur principal dans le processus annuel de production de rapports et de vérification;
- iv) Mon entreprise dispose des capacités et des ressources nécessaires pour assumer le rôle de donateur admissible dans ce projet;
- v) Le défaut de fournir un certificat de donateur admissible peut entraîner le rejet de la transaction en vertu des modalités et conditions. La production du présent certificat ne doit pas être perçue comme imposant des limites à la discrétion de l'autorité des RIT dans le cadre de décisions liées à l'admissibilité de certaines transactions soumises à approbation.

EN FOI DE QUOI, LE PRÉSENT CERTIFICAT DE DONATEUR ADMISSIBLE A ÉTÉ SIGNÉ CE _____ JOUR DE _____ PAR LE CADRE SUPÉRIEUR DÛMENT AUTORISÉ À LE FAIRE.

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU CADRE

À : _____

ANNEXE C – MODÈLE – RAPPORT ANNUEL

(Une version électronique est disponible sur le site Web des RIT.)

Protégé B (une fois rempli)

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nom du projet :

Entrepreneur :

Période de rapport :

Date du rapport :

Gestionnaire RIT :

Devise

Date d'adjudication du contrat

Nombre total de périodes de rapport

Numéro de la période de rapport et dates

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Obligation totale :

Obligation directe :

PME :

Atlantique :

Nord de l'Ontario :

Ontario :

Québec :

Ouest :

Nord :

PARTIE A – Aperçu

Aperçu et état des travaux du projet :

Veillez donner une vue d'ensemble très sommaire du projet pour l'année précédente, en soulignant les points saillants du rapport annuel et du calendrier. On suggère une réponse de 5 à 10 lignes.

Acomptes versés :

Veillez résumer brièvement, par écrit, les données sur les acomptes versés depuis l'adjudication du contrat. On suggère une réponse de 5 à 10 lignes. Veillez également remplir l'onglet Acomptes, ci-dessous.

[Tableau de versement des acomptes en format Excel.]

Plan de gestion des RIT :

Veillez donner un aperçu de tout changement apporté au plan de gestion, notamment en ce qui concerne le remplacement de délégués de l'autorité des RIT chargés du projet. Veillez indiquer l'absence de toute proposition de changement. On suggère une réponse de 5 à 10 lignes.

Aperçu de la proposition de valeur :

Veillez donner un aperçu détaillé de chaque engagement pour la proposition de valeur et des activités correspondantes pour la période de rapport, ainsi qu'un sommaire cumulatif des progrès réalisés pour chacun. On recommande une réponse de 4 à 5 lignes pour chaque élément; veuillez joindre les données requis.

PARTIES B, C et D – Transactions

Veillez fournir tous les renseignements demandés, sous la forme d'un tableau.

PARTIE E – Renseignements supplémentaires

Activités auprès des PME et de développement régional :

Veillez donner un aperçu des activités entreprises dans le cadre du projet, à l'intention des PME. Veillez souligner les points saillants de ces activités pendant la période. On suggère une réponse de 5 à 10 lignes.

Transactions annulées, ajoutées ou modifiées :

Veillez donner un bref aperçu de tout changement apporté aux transactions (énuméré par transactions), y compris les annulations, les ajouts et les modifications, pendant la dernière période de rapport. Les changements indiqués ci-dessous doivent aussi figurer dans l'onglet transactions (veuillez les surligner en rouge). La longueur de la réponse variera en fonction du nombre de transactions).

Certificat de conformité :

Le rapport annuel devrait être accompagné du certificat de conformité rempli et signé. Un modèle de certificat figure ci-dessous.

Certificat de conformité
aux fins du rapport annuel

ATTENDU QUE Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (appelé ci-après le « ministre »), a conclu le _____ jour de _____ un contrat avec _____ aux fins du projet;

ET ATTENDU QUE ce contrat exige, comme preuve de la réalisation de la valeur du contenu canadien (VCC) des transactions et de la conformité à la *Loi sur le lobbying*, que l'entrepreneur présente à cet effet un certificat de conformité à l'autorité des RIT;

POUR CES MOTIFS, l'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :

- L'information contenue dans les documents ci-joints, qui concerne les rapports sur les périodes de transactions, est, à notre connaissance, complète, vraie et exacte;
- L'information contenue dans les documents ci-joints est conforme à l'information figurant sur les certificats de conformité présentés à l'entrepreneur par les donateurs admissibles;
- La valeur du contenu canadien indiquée dans les documents ci-joints a été déterminée conformément à l'article 9 des modalités et conditions;
- L'entrepreneur et tous les donateurs admissibles se sont conformés, sous réserve des dispositions de l'article 22.2, aux dispositions de la *Loi sur le lobbying* du Canada, en ce qui a trait au contrat.

EN FOI DE QUOI, CE CERTIFICAT DE CONFORMITÉ A ÉTÉ SIGNÉ CE
_____ JOUR DE _____ PAR LE CONTRÔLEUR PRINCIPAL
DÛMENT AUTORISÉ À CET EFFET.

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU CONTRÔLEUR PRINCIPAL

À : _____

ANNEXE D – MODÈLE DE PLAN D’ACTIVITÉS DU CI

(Une version électronique est disponible auprès de l’autorité des RIT.)

Si le rapport d’activité du CI décrit le projet d’investissement du CI, veuillez donner des précisions sur les activités, les objectifs et la durée, décrire comment l’investissement sera utilisé par la petite ou moyenne entreprise, inclure une étude du marché et donner les renseignements sur l’entreprise.

Modèle Plan d’activités du CI
<i>Protégé B (une fois rempli)</i>
Titre de la transaction du CI :
Donateur :
PME bénéficiaire :
Date :
Description de l’activité du CI : <i>Fournir une description détaillée de l’activité du CI, y compris les activités particulières à entreprendre, les objectifs, la durée, la valeur de l’investissement et la façon dont il sera utilisé par la PME, les impacts / résultats escomptés pour la PME et les hypothèses et risques clés de l’activité du CI.</i> <i>Longueur prévue : 8 à 10 paragraphes</i>
Évaluation du marché : <i>Fournir un aperçu de l’occasion, de la taille du marché, des principaux concurrents et de la stratégie de vente et décrire l’avantage concurrentiel du donateur / de la PME bénéficiaire.</i> <i>Longueur prévue : 3 à 5 paragraphes</i>

Profil d'entreprise de la PME :

Fournir une description des activités de la PME, de ses gammes de produits, de sa structure d'entreprise et de ses propriétaires.

Longueur prévue : 2 à 3 paragraphes et un organigramme

Certification et signatures

CONSIDÉRANT que la Politique des RIT exige qu'un projet de transaction du CI doive être accompagné d'un plan d'activités décrivant l'activité en détail,

EN CONSÉQUENCE, nous, soussignés, exerçant nos pouvoirs de hauts dirigeants du donateur et de la PME bénéficiaire, déclarons et certifions que l'information figurant dans le Plan d'activités ou y étant rattachée est complète et exacte et peut être utilisée par la Direction générale des RIT aux fins de contrôle de la conformité du projet de transaction du CI.

EN FOI DE QUOI, LE PRÉSENT CERTIFICAT A ÉTÉ SIGNÉ EN CE
_____ JOUR DE _____ 20__ PAR LE DIRIGEANT DÛMENT
AUTORISÉ À LE FAIRE.

Donateur

Signature

NOM ET TITRE DU HAUT DIRIGEANT

PME bénéficiaire :

Signature

Nom et titre du haut dirigeant

ANNEXE E – MATÉRIEL DE DÉFENSE – DESCRIPTION DE SECTEURS

[à modifier selon les projets et en fonction de l'article 1]

Systèmes électro-optiques, de radar et de sonar et autres systèmes de détecteurs et de collecte d'information, systèmes d'alerte, de contrôle de tir et de contre-mesure de tir et composantes, principalement terrestres, portables par l'homme ou non spécifiques à une plateforme : Cette catégorie regroupe les ventes liées à la production, à la recherche, au développement, à la conception, aux travaux d'ingénierie, aux essais et aux services d'évaluation pour les systèmes suivants, qui sont principalement terrestres ou portables par l'homme :

- Systèmes électro-optiques (systèmes de vision nocturne à intensification de lumière, système d'imagerie thermique, systèmes au laser, etc.), radars, sonars, autres systèmes de détecteurs et de contrôle de tir utilisés pour assister les systèmes d'armes à acquérir, poursuivre et attaquer les objectifs;
- Systèmes d'alerte (technologies susceptibles de repérer les radars et les systèmes de marquage d'objectifs au laser ennemis et les menaces approchantes comme les missiles);
- Systèmes de contre-mesure (matériel de brouillage électronique, écrans de fumée, fusées éclairantes pour contrer les missiles à tête chercheuse thermique, etc.);

Systèmes de communication et de navigation et autres systèmes d'information (y compris les systèmes de traitement et de diffusion), logiciels, électroniques et composantes, principalement terrestres, portables par l'homme ou non spécifiques à une plateforme : Cette catégorie regroupe les ventes liées à la production, à la recherche, au développement, à la conception, aux travaux d'ingénierie, aux essais et aux services d'évaluation pour les systèmes suivants, qui sont principalement terrestres ou portables par l'homme :

- Systèmes de communications militaires, systèmes d'information et de cyberinformation sécurisés et autres technologies d'information militaire (y compris les logiciels);
- Systèmes de navigation et de guidage (systèmes basés sur le système mondial de positionnement [GPS], gyroscopes, accéléromètres, etc.) et autres systèmes et services liés à la géomatique (produits et services de systèmes d'information géographique et de systèmes de télédétection pour applications militaires, etc.);
- Autres technologies de réception, d'échange, de diffusion, de traitement, de synthèse, d'analyse et d'intégration de données de nombreux types;

- Technologies d’affichage et systèmes de commande numérique;
- Autre matériel d’informatique et d’électronique militaire non classé ailleurs.

Systèmes de simulation pour véhicules terrestres ou systèmes au sol : cette catégorie regroupe les ventes liées à la production, à la recherche, au développement, à la conception, aux travaux d’ingénierie, aux essais et aux services d’évaluation pour les technologies de matériel et de logiciels informatiques dont les forces armées et les services de sécurité se servent pour mettre au point et tester des concepts opérationnels et former le personnel au moyen de scénarios de situation (logiciels intelligents, systèmes de vision, simulations sur réseau, simulateurs en temps réel, etc.), principalement sur des véhicules terrestres ou des systèmes au sol.